



Tourisme chez les **nomades**
de la steppe *Cahier Plaisirs*



Gros Mené et la nouvelle
rythmique québécoise *Cahier Culture*

**Hausse
marquée
de la diffusion
du *Devoir***

Page A 12

www.ledevoir.com

LE DEVOIR

Vol. CIII N° 251

LE DEVOIR, LES SAMEDI 3 ET DIMANCHE 4 NOVEMBRE 2012

2,61 \$ + TAXES = 3,00 \$

Au coude-à-coude dans un pays divisé



AGENCE FRANCE-PRESSE

Mitt Romney, le champion du laisser-faire, tente de déloger le président interventionniste

CLAUDE LÉVESQUE

La politique américaine a le don de nous surprendre, mais si la tendance se maintient, Barack Obama sera ré-élu mardi ; le problème pour son parti, c'est qu'au mieux, il renforcera légèrement sa position au Congrès, pas assez pour donner au président les coupées franches au début d'un second mandat.

La longue et coûteuse campagne électorale aura révélé, peut-être plus que toute autre chose, les profondes divisions qui minent ce pays pourtant nommé États-Unis d'Amérique : clivages entre le Nord et le Sud, entre les États côtiers et le centre, entre la gauche et la droite, entre les riches et les pauvres, entre les Blancs et les Noirs, entre les hommes et les femmes...

Elle aura porté essentiellement sur la politique intérieure, les questions de sécurité natio-

nale et de diplomatie ayant été presque complètement occultées. Mitt Romney, le prétendant républicain, et Barack Obama, le président démocrate sortant, se sont tous deux efforcés de faire figure de modérés, chacun essayant de convaincre les nombreux indécis qu'il détient la solution aux problèmes persistants de chômage et de déficit budgétaire.

L'ancien gouverneur du Massachusetts prône le laisser-faire, tandis que M. Obama propose de taxer un peu plus les riches Américains afin de permettre à l'État de subventionner la recherche et l'innovation.

Parmi les autres enjeux de la campagne, il faut surtout mentionner l'avenir du nouveau régime d'assurance maladie (l'« Obamacare ») et du régime public de retraite (la Social Security).

VOIR PAGE A 12 : PAYS

Périple dans les États pivots ›
Jean-Frédéric Légaré-Tremblay
en Ohio : l'industrie automobile
au cœur de la campagne.
Pages A 6 et A 7

Guy Taillefer au Mississippi :
la « Bible Belt » en mutation.
Page A 8

La haine de l'autre et de l'État :
à quoi pense la droite américaine,
selon la professeure de philosophie
Nicole Morgan. *Page F 1*

L'éditorial de Serge Truffaut :
Paralysie en vue. *Page B 4*

L'UdeM vend à perte un couvent à Catania

L'entrepreneur aurait bénéficié d'un coup de pouce politique

KATHLEEN LÉVESQUE

L'Université de Montréal a vendu à perte et sans appel d'offres public l'ancien couvent des Sœurs des Saints Noms de Jésus et de Marie au controversé entrepreneur Catania. La transaction, qui n'est toujours pas finalisée, aurait été marquée par de nombreuses tractations politiques, auxquelles ne serait pas étrangère l'administration du maire Gerald Tremblay.

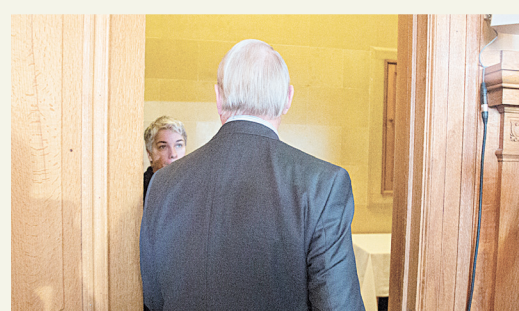
Acquis pour 15 millions en 2003 pour y aménager des salles de cours, partiellement rénové pour 20 millions et entretenu pour quelque 6 millions depuis ce temps, l'immeuble situé sur le flanc du mont Royal a été cédé pour 28 millions. Depuis 2010, Catania verse une mensualité de 46 000 \$ pour l'utilisation de certaines parties du bâtiment ainsi que du stationnement. La perte de l'Université de Montréal (UdeM) s'élèverait donc à un peu plus de 10 millions.

Selon le recteur de l'UdeM, Guy Breton, l'offre de Catania dénichée par la firme d'évaluation immobilière CBRE, demeure tout de même la plus intéressante. « Quand l'UdeM a décidé de vendre, elle a lancé un appel d'offres, non pas pour trouver un acheteur, mais pour trouver un courtier qui trouverait un acheteur. Des centaines de sollicitations ont été envoyées. Il y a eu quelques dizaines d'intéressés et trois candidats sérieux. Le plus offrant était Catania, que je ne connaissais pas », explique M. Breton.

Dès 2006, le promoteur a présenté son projet devant le Conseil du patrimoine de Montréal (CPM), où siégeait l'architecte Paul-André Tétrault. Ce dernier se souvient de la présence de Paolo Catania, qui était demeuré en retrait. Durant la même assemblée, le maire Gerald Tremblay s'est présenté, a-t-il relaté. « Le maire est venu nous dire qu'il

VOIR PAGE A 12 : CATANIA

AUJOURD'HUI



Perspectives › **Budget : prise 2.**
Présentés en pleine haute saison de corruption, les chiffres de Montréal doivent être revus.
Page B 1

À vos montres! › **Retour à l'heure normale.** À 3 h la nuit prochaine, il faudra reculer d'une heure montres, cadrans et autres coucous.



Avis légaux..... C 9
Carrières..... C 4
Décès..... C 11
Mots croisés..... D 5
Petites annonces.... C 11
Sudoku..... D 5

De sans-abri à député

« Personne au monde n'est à l'abri de ça », insiste Réjean Genest

JEANNE CORRIVEAU

Dans son discours inaugural prononcé mercredi dernier, la première ministre Pauline Marois a promis que Québec se doterait d'une politique gouvernementale en matière d'itinérance, comme le réclament depuis des années les groupes de défense des sans-abri. Réjean Genest, lui, connaît bien l'univers de l'itinérance pour y avoir été plongé mal-

gré lui. À deux reprises, des ruptures amoureuses l'ont jeté à la rue. Aujourd'hui, Réjean Genest s'en est sorti. Depuis le 2 mai 2011, il occupe les fonctions de député fédéral du NPD de la circonscription de Shefford.

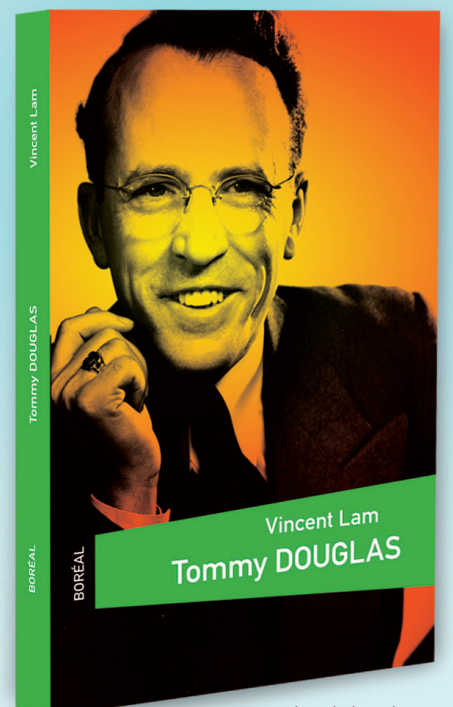
« Personne au monde n'est à l'abri de ça », insiste Réjean Genest. « Ça », c'est la misère qui accompagne parfois un mauvais coup du sort. Dans

VOIR PAGE A 12 : SANS-ABRI



Le député néodémocrate Réjean Genest s'entretient avec un sans-abri au centre-ville de Montréal.

Tommy DOUGLAS,
le père du NPD et
de l'assurance-maladie
au Canada.



Traduit de l'anglais
(Canada) par Alain Roy

Boréal
www.editionsboreal.qc.ca

essai biographique
240 pages - 18,95 \$

PDF et ePub : 13,99 \$

ANNIK MH DE CARUFEL LE DEVOIR

Signature.ca
Les jours mémorables

Le jour où personne n'a
eu à faire la vaisselle!



LES JOURS MÉMORABLES

Emmenez votre famille loin du quotidien, et transformez chaque moment en souvenir mémorable. Pas de courriels, pas d'heure de pointe, pas d'alarme, pas de soucis. Seulement les magnifiques plages des complexes hôteliers RIU, ainsi que le champagne, les repas et les films offerts gratuitement à bord de Sunwing.

 Scannez ce code QR et inscrivez-vous à notre concours Facebook pour courir la chance de gagner!



ÉCONOMISEZ
JUSQU'À

40%

SUR DES VACANCES EN
FORMULE TOUT COMPRIS



Disponibles
exclusivement avec Signature

De magnifiques plages, le luxe, l'accueil chaleureux, et la qualité, un excellent rapport qualité-prix avec Signature. Riu, les hôtels préférés des Canadiens.

INCLUSIONS RIU-TOPIA

- Cocktail de bienvenue
- Boissons internationales illimitées
- Distributeur de boissons dans la chambre
- Repas à la carte illimités aux restaurants de spécialités
- Minibar dans la chambre rempli régulièrement
- Coffret de sûreté
- Rabais de 20% sur une sélection d'excursions locales Signature
- Heure Signature de 16h00 à 17h00
- Rabais de 20\$ US/personne au spa*
- Accès wifi dans le hall d'hôtel

Les inclusions Riu-topia ne sont pas offertes au Riu Varadero et au Riu Playa Turquesa. *Pour les hôtels Riu à Punta Cana, le rabais au spa est de 15%. Les inclusions sont sujettes à changement en tout temps sans préavis.

SERVICES EXCLUSIFS PALACE

RIU Palace Resorts
Des chambres décorées et meublées avec goût, des repas gastronomiques, des soins de spa régénérateurs et un partage de service avec les hôtels Riu voisins.



En ajout aux inclusions RIU-topia et sans frais supplémentaires, les invités des Riu Palace Resort reçoivent en EXTRA les services suivants :

- Service aux chambres 24h
- Service de boissons à la piscine
- Petit-déjeuner quotidien servi avec champagne
- Cafetière dans la chambre
- Service de préparation de la chambre pour la nuit
- Tout inclus à tous les Riu Palace

Départs de Montréal • 1 semaine • tout compris

Holguin, Cuba
Riu Playa Turquesa ★★★★★plus
Chambre - 10 et 17 jan.
995\$

Puerto Plata, Rép. dom.
Riu Bachata ★★★★★
Chambre - 11, 17 et 24 jan.
995\$

Varadero, Cuba
Riu Varadero ★★★★★
Chambre - 3, 10 et 17 jan.
995\$

Nouvelles sections pour adultes seulement

- 150 suites avec réception privée
- Service aux chambres 24h gratuit
- Service de majordome
- Accès exclusif au Restaurant International

La Suite junior deluxe offre les mêmes commodités que la Chambre, mais avec plus d'espace, ventilateur, coin salon, divan, salle de bain additionnelle avec douche.

(d'autres catégories de chambre sont disponibles)

Los Cabos, Mexique
Riu Santa Fe ★★★★★plus
Chambre - 7 et 14 jan.
1295\$

Punta Cana, Rép. dom.
Riu Bambu ★★★★★
Chambre - 9 et 17 jan.
1295\$

Riviera Nayarit, Mexique
Riu Vallarta ★★★★★
Chambre - 5 et 12 jan.
1295\$

Cancun, Mexique
Riu Cancun ★★★★★
Chambre vue mer - 11 et 13 jan.
1345\$

Riviera Maya, Mexique
Riu Playacar ★★★★★
Chambre - 11 et 13 jan.
1395\$

Punta Cana, Rép. dom.
Riu Palace Macao ★★★★★
Chambre - 6 et 13 jan.
(Adultes seulement)
1495\$

Jamaïque
Riu Montego Bay ★★★★★
Chambre - 5, 12 et 19 jan.
1495\$

Costa Rica
Riu Guanacaste ★★★★★
Chambre - 21 jan.
1645\$

Pour réserver vos vacances Signature, contactez votre agence de voyages ou visitez Signature.ca/fr

Départs de Montréal. Offre d'une durée limitée applicable sur des nouvelles réservations effectuées du 3 au 9 novembre 2012 (inclusivement). Les économies de 40% s'applique aux prix brochure pour le Riu Varadero à Cuba les 3, 10 et 17 janvier 2013. Les prix sont par personne, basés en occupation double, pour des forfaits vacances d'une semaine pour une sélection de dates et de destinations (à moins d'indication contraire). Les prix incluent les taxes et frais relatifs au transport sauf la taxe locale payable au départ de certaines destinations. Offre sujette à changement et pouvant être retirée en tout temps sans préavis et ne pouvant être jumelée à d'autres offres promotionnelles. Sièges limités à ces tarifs. Les prix n'incluent pas la contribution des clients au Fonds d'indemnisation des clients des agents de voyages de 2,00\$ par tranche de 1,000\$ de services achetés. Vols opérés par Sunwing Airlines. Pour connaître les conditions générales, veuillez consulter la brochure 2012/13 de Vacances Signature. Sunwing Tours Inc. opérant sous la bannière Vacances Signature. Titulaire d'un permis du Québec. 03/11/2012

ACTUALITÉS

ASSURANCE-EMPLOI

Ottawa exige une recherche d'emploi par jour

GUILLAUME BOURGAULT-CÔTÉ

Cinq recherches d'emploi par semaine pour les chômeurs qui vivent en milieu urbain. Voilà le travail que confie le gouvernement canadien aux prestataires d'assurance-emploi s'ils veulent rester dans les bonnes grâces du système.

Selon des informations obtenues par *Le Devoir*, le gouvernement exige depuis quelques semaines que les chômeurs prouvent leur assiduité à chercher un emploi lors de séances d'information collective. Ces séances obligatoires sont organisées depuis une quinzaine d'années. Des enquêteurs expliquent aux prestataires leurs droits et responsabilités.

Or, la nouvelle lettre de convocation aux séances de 90 minutes précise que «tous les prestataires devront fournir une preuve de toutes leurs recherches d'emploi». Un formulaire à remplir est joint à la convocation. On demande la date du contact, le type d'emploi recherché, le nom de l'employeur, la méthode de contact et les résultats de la recherche. On précise aussi que «pour accroître vos chances de trouver du travail, vous devez faire au moins trois recherches d'emploi par semaine si vous demeurez dans une zone rurale, et au moins cinq recherches d'emploi si vous demeurez en milieu urbain».

Le Mouvement Action-Chômage de Montréal (MACM) a réagi vivement aux changements. Dans un communiqué envoyé vendredi, l'organisme estime que la Commission de l'assurance-emploi «accentue les contrôles» dans un but avoué de «harceler et, éventuellement, couper les prestations». De «mémoire d'intervenants», dit le MACM, la Commission n'avait jamais exigé de preuves des démarches d'emploi lors de ces réunions collectives. Un chômeur doit de toute façon démontrer qu'il est en recherche d'emploi et disponible à l'emploi pour toucher ses prestations.

Selon le MACM, «exiger de fournir les démarches de recherches d'emploi de toutes les personnes convoquées aux séances d'information» revient à «douter de facto de la volonté des citoyens de se trouver un emploi».

On soupçonne le gouvernement de vouloir «créer la peur, un puissant incitatif à accepter n'importe quel emploi», dit le MACM, qui pense qu'Ottawa veut «couper les prestations à ceux qui ne répondront pas aux exigences spécifiques de la Commission».

A Ottawa, le ministre des Ressources humaines a répondu au *Devoir* que ces modifications découlent des changements — controversés — annoncés en mai au régime d'assurance-emploi. Le gouvernement avait alors dévoilé son intention de clarifier les notions d'«emploi convenable» et de «recherche d'emploi convenable». «Dans cette optique, nous avons apporté quelques modifications au contenu des séances d'information pour les prestataires de l'assurance-emploi», indique-t-on par écrit après avoir refusé une entrevue de vive voix.

Sauf que le texte juridique détaillant ces changements n'a pas été rédigé, souligne le MACM. Dans les documents d'information dévoilés en mai, le gouvernement parlait de l'obligation de «chercher un emploi chaque jour où ils touchent des prestations», et ajoutait que la «fréquence de leurs démarches de recherche devra correspondre aux possibilités offertes».

Le Devoir

Fini le coquelicot fleurdelisé

Québec — Après le carré rouge, le coquelicot fleurdelisé. Décidément, Pauline Marois semble avoir une propension à épingler des symboles controversés à sa boutonnière. Compte tenu des critiques, la première ministre a fait savoir vendredi qu'elle ne portera plus le coquelicot du Souvenir orné de la fleur de lys. M^{me} Marois a soulevé une vague d'indignation au Canada en arborant une fleur de lys dorée au centre d'un coquelicot, un rappel de l'Armistice de 1918 et des soldats morts au combat. Des vétérans ont exprimé leur indignation devant ce symbole altéré, et la Coalition avenir Québec a accusé la première ministre souverainiste de vouloir «politiser» un symbole rassembleur et apolitique. L'opposition officielle libérale s'est abstenue de commenter l'affaire.

La Presse canadienne



Thomas Mulcair a été élu à la tête du Nouveau parti démocratique en mars dernier.

NPD-SECTION QUÉBEC

L'état-major baisse les attentes

GUILLAUME BOURGAULT-CÔTÉ
MARIE VASTEL

Les néodémocrates qui souhaitent la naissance d'un NPD sur la scène provinciale québécoise ne trouvent pas beaucoup de soutien au sein de l'état-major du parti. Tant le chef Thomas Mulcair que le président de la Section Québec du NPD estiment que la création d'un tel parti serait prématurée et nuirait aux chances du NPD de remporter les élections fédérales en 2015.

La question sera débattue samedi matin lors du congrès biennal du Nouveau parti démocratique, Section Québec, qui se tient à Montréal jusqu'à dimanche. Mais les chances que le projet aille de l'avant dans un avenir proche semblent minces. «Je suis réaliste», dit Thomas Mulcair en entretien. «Mon premier rôle, c'est de remplacer Stephen Harper. Je pense que diviser mes forces, courir deux lieures à la fois, surtout en contexte de gouvernement minoritaire à Québec, ce serait extrêmement périlleux.»

Le président du NPD au Québec, André St-Hilaire, exprime les mêmes inquiétudes en disant ne pas «souhaiter que la Section Québec dépense de l'énergie à la création d'un parti provincial, alors que le mandat qu'on a est d'aider à l'élection d'un premier gouvernement néodémocrate au fédéral».

M. St-Hilaire dit néanmoins «comprendre que plusieurs membres souhaitent la présence du NPD sur la scène provinciale». Selon Thomas Mulcair, ce serait un juste reflet du réalisme du débat politique au Québec.

«Il y a un appétit pour le changement, note-t-il. Le Québec est unique en Amérique avec une ligne de démarcation constitutionnelle plutôt que gauche-droite. Mais ça s'effrite, on l'a vu avec l'avènement de l'Action démocratique du Québec ou de Québec solidaire.» La création d'un NPD provincial permettrait selon lui de répondre à la question: «si tu veux fonctionner à l'intérieur du Canada, mais que tu es progressiste, tu votes pour qui?»

Cela dit, la position de M. Mulcair dans ce dossier a fluctué au fil du temps. Au lendemain de l'élection fédérale du 2 mai 2011, M. Mulcair avait ainsi vivement écarté l'idée de créer un NPD québécois. «Absolument pas question. [...] Selon moi, c'est l'une des rares fois où il faut dire jamais», avait tranché M. Mulcair à *La Presse canadienne*, en marge du congrès du parti en juin 2011. Il évoquait alors la nécessité de consolider la présence du NPD fédéral au Québec avant de penser à autre chose.

L'après-Coderre en préparation

Le NPD ne perd pas de temps: les néodémocrates amassent déjà des fonds en prévision du départ du libéral Denis Coderre dans Bourassa. En marge du congrès de l'aile québécoise du parti, les troupes de Thomas Mulcair organisent samedi soir une activité de financement à Montréal, au coût de 20\$ l'entrée. «Les profits de la soirée serviront à soutenir une possible élection partielle dans Bourassa», explique-t-on dans l'avis d'invitation au Pub L'Aventure, dont *Le Devoir* a obtenu copie. Au NPD, on indique n'avoir «rien à perdre, tout à gagner» dans Bourassa, un bastion libéral depuis 1997. La candidate néodémocrate en 2011, Julie Demers, avait terminé à 3000 voix de M. Coderre. Ce dernier a confirmé mercredi qu'il ne sera pas candidat à la chefferie des libéraux fédéraux, laissant grande ouverte la porte à un saut en politique municipale.

Marie Vastel

Or, c'est le même Thomas Mulcair qui a relancé l'idée d'un NPD provincial le 17 août dernier, au milieu de la campagne électorale québécoise. «C'est sur la table de dessin pour la prochaine élection provinciale», avait affirmé Thomas Mulcair. Il y aura un NPD provincial, mais aux prochaines élections.»

L'engagement n'était cependant pas partagé dans les instances du parti. Un peu plus tôt dans la semaine, la directrice nationale du NPD, Chantal Vallerand, indiquait en effet à Postmedia que le NPD explorait la possibilité, mais «pas à court terme». En coulisse, on avait expliqué que la décision définitive ne revenait pas au chef national, mais plutôt aux militants et au parti lui-même.

Le Devoir

Lire aussi • La vague orange, 18 mois plus tard. Le NPD, allié de l'Assemblée nationale? Page B 2

D **Consulter aussi** • Congrès biennal du NPD. Suivez notre couverture de l'événement sur ledevoir.com.

La Cour suprême allège le fardeau de la preuve pour l'alcool au volant

HÉLÈNE BUZZETTI

Correspondante parlementaire à Ottawa

Une autre loi conservatrice en matière de justice a été jugée inconstitutionnelle par la Cour suprême du Canada vendredi. Le plus haut tribunal du pays estime que le resserrement des règles pour contester une condamnation de conduite avec facultés affaiblies était trop sévère. La Cour suprême invalide donc une partie du fardeau de la preuve que les conservateurs avaient fait reposer sur l'accusé, mais maintient l'interdit de la défense dite «des deux bières».

En 2008, le gouvernement conservateur avait resserré les règles du jeu en matière de conduite en état d'ébriété, estimant qu'il était devenu trop facile de contester une condamnation en évoquant la défense des deux bières. Un accusé établissait sa consommation d'alcool pendant une soirée («Je n'avais bu que deux bières, Monsieur le Juge») et faisait témoigner un expert pour attester qu'une telle consommation ne pouvait entraîner un taux d'alcoolémie plus élevé que la limite permise. Aussi, pour prouver son innocence, un accusé devait désormais:

semer un doute sur le bon fonctionnement de l'alcootest;

prouver une causalité entre le mauvais fonctionnement de l'appareil et la mesure d'alcoolémie supérieure à la limite permise;

démontrer que son taux d'alcool ne pouvait pas dépasser la limite permise.

En outre, les conservateurs faisaient en sorte que la «défense des deux bières» ne pouvait à elle seule prouver que l'appareil avait mal fonctionné.

La Cour suprême a tranché vendredi que ce fardeau de la preuve sur l'accusé était trop lourd et raye les deux derniers points. «L'obligation faite aux personnes accusées de prouver non seulement un problème de fonctionnement ou d'utilisation suffisamment sérieux pour soulever un doute raisonnable, mais aussi un lien de causalité entre ce problème et l'indication d'une alcoolémie supérieure à la limite légale, constitue une atteinte sérieuse à la présomption d'innocence. Elle ne peut être justifiée dans une société démocratique», écrit la juge Marie Deschamps au nom de la majorité de cinq juges. Deux juges sont dissidents dans cet avis très technique.

Désormais, les personnes accusées d'alcool au volant n'auront plus qu'à prouver que l'appareil de mesure fonctionnait mal ou a mal été utilisé. Toutefois, l'interdit de la défense des deux bières est maintenu dans l'établissement de la preuve de ce mauvais fonctionnement. Seules les preuves techniques tiendront. À cet égard, la Cour suprême suggère que les données sur l'entretien soient rendues disponibles aux accusés, mais ne l'oblige pas. Le ministre de la Justice, Rob Nicholson, s'est réjoui que la Cour ait maintenu le principe de la loi, soit de reconnaître «la fiabilité des instruments» de mesure de l'alcoolémie.

Une cause type

Le gouvernement du Québec avait demandé à la Cour suprême de se pencher sur la constitutionnalité de la loi conservatrice parce que plusieurs tribunaux inférieurs avaient rendu depuis 2008 des jugements contradictoires. On estime qu'au Québec seulement, plus de 2500 causes d'alcool au volant étaient en suspens pour raison de contestation constitutionnelle. Cette loi, C-2, avait été votée par le gouvernement conservateur minoritaire en février 2008 grâce à l'appui de tous les partis d'opposition.

Ce n'est pas la première fois que des lois conservatrices en matière de justice criminelle sont invalidées. L'an dernier, un juge québécois a invalidé la peine minimale pour les cas de conduite dangereuse causant la mort. En février, ce fut le tour de la peine minimale de trois ans pour possession d'arme à feu chargée, et en juillet, celle de trois ans pour trafic d'armes. Dans tous les cas, les circonstances atténuantes du crime auraient rendu la peine minimale «disproportionnée».

Le ministre Nicholson soutient à chaque nouveau projet de loi qu'il en a testé la constitutionnalité. Le libéral Ralph Goodale estime que cette série de jugements mine sa crédibilité: «De toute évidence, dans plus d'un cas, il a eu tort.» Il demande à ce que désormais, les avis du ministère de la Justice sur la question soient rendus publics.

Le Devoir

Papeterie
Casse - Noisette
«L'avenir, c'est à vous de l'écrire»

Cahiers Clairefontaine
et ses collections

Sceaux, cires à cacheter,
instruments d'écriture

445, rue St-Sulpice, Vieux-Montréal Téléphone : 514 845-4980
Heures d'ouverture :
du lundi au vendredi de 10h 00 à 18h 00
les samedis et dimanches de 10h 00 à 16h 30

ABAT-JOUR ILLIMITÉS
L A M P S H A D E S

Obtenez 15% de rabais !

Présentez ce coupon au moment d'un achat ou d'une commande d'un abat-jour au prix régulier. Nul autre rabais ne pourra être consenti. (Valable du 3 novembre 2012 au 5 janvier 2013)

- Plus de 5,000 abat-jour en magasin.
- Le plus grand choix au Canada.
- Service de recouvrement sur mesure.
- Apportez votre pied de lampe pour un ajustement parfait.

4875, Jean-Talon Ouest, Montréal (près de Décarie)
(514) 344-8555 | 1(866) 747-8555 | www.abatjourillimites.ca

ACTUALITÉS

QUÉBEC

Minutage en soins à domicile: le CSSS n'entend pas reculer malgré l'opposition

ISABELLE PORTER
à Québec

Malgré la tenue d'une bruyante manifestation jeudi, la direction du CSSS Vieille-Capitale garde le cap. Le programme de réorganisation du travail développé avec la firme Proaction est maintenu.

«C'est notre projet, ce n'est pas le projet d'une firme-conseil quelle qu'elle soit, fait valoir le directeur du CSSS, Hugues Matte. On va le faire à notre manière. [...] On demande aux employés de nous juger sur les actes que nous posons vraiment et non à partir des situations qui ont peut-être pu se passer ailleurs.»

M. Matte a tenu ces propos vendredi matin, avant que les médias ne révèlent que le ministre de la Santé, Réjean Hébert, avait commandé des vérifications sur les contrats de Proaction (voir encadré).

Le ministre réagissait aux craintes des syndicats, selon qui la méthode Proaction transforme le service à domicile en travail à la chaîne. On reproche notamment aux patrons de vouloir miner les différents types d'interventions auprès des patients.

À Québec, le CSSS et l'Agence de santé ont investi 880 000 \$ dans le contrat avec Proaction. D'une durée de près d'un an, le projet vise à améliorer la performance du personnel des soins à domicile et hausser les services aux patients de 10 % d'ici à 2015. Les listes d'attente sont particulièrement importantes pour l'évaluation psychosociale et l'ergothérapie. En ergothérapie, les patients doivent parfois attendre jusqu'à 250 jours avant d'avoir un rendez-vous.

M. Matte souligne que le contrat avec Proaction a été soumis à un appel d'offres et qu'il n'y a pas beaucoup de firmes qui font ce genre de travail au Québec. Proaction est une firme-conseil spécialisée en gestion des ressources humaines.

De nombreux CSSS ont conclu des ententes avec la même entreprise, ce qui suscite aussi de la grogne à Montréal. À Québec, le CSSS Québec-Nord a dû retirer un volet du programme en réponse aux critiques.

Jeudi soir, près d'une centaine d'employés en colère se sont rendus aux réunions des conseils d'administration de l'Agence de santé et du CSSS Vieille-Capitale. «La direc-

tion fait la sourde oreille, déplore Danny Roy, du Syndicat des professionnels de la santé et des services sociaux de Québec et Chaudière-Appalaches (CSN). Il pense [M. Matte] qu'il a l'appui d'une bonne partie des employés, mais il se trompe.»

Environ 600 personnes travaillent aux soins à domicile du CSSS Vieille-Capitale. Le directeur plaide que le programme débute à peine. «Il n'y a aucun des éléments que les employés dénoncent [...] qui ont été mis en place chez nous. Ce que les employés manifestent, ce sont des craintes.»

À son avis, la question du minutage est mal comprise. «On se donne des balises» pour mieux planifier et avoir «un vrai portrait de la situation». «Tout n'est pas minuté à la minute près. S'il faut prendre une heure et demie de plus, on va la prendre. [...] On ne sacrifiera jamais la qualité des services pour de la quantité seulement.»

Le Devoir

Hébert commande un rapport sur l'état de la situation

Le ministre de la Santé veut en savoir plus long sur les projets d'optimisation des services de soins à domicile en cours dans plusieurs CSSS au Québec avec l'aide de la firme Proaction. Réjean Hébert a demandé vendredi matin à son ministre de dresser un «état de la situation» et d'examiner le travail effectué par la firme. Le ministre a indiqué à Radio-Canada être sensible aux critiques des syndicats qui dénoncent les contraintes liées au minutage des interventions auprès des patients sous prétexte d'améliorer la «productivité». Le ministre a précisé qu'il souhaitait aussi obtenir plus de détails sur les mécanismes d'octroi des contrats à Proaction. Certains contrats ont été accordés à la suite d'appels d'offres, d'autres de gré à gré. Au Québec, huit projets sont en cours d'implantation avec Proaction. Un rapport devrait être remis au ministre la semaine prochaine.

Jeanne Corriveau

Gabriel Nadeau-Dubois lance un appel à tous

Des dons seront recueillis pour assurer sa défense en cour

LISA-MARIE GERVAIS

L'ex-leader étudiant Gabriel Nadeau-Dubois a lancé vendredi un double appel: appel de sa condamnation pour outrage au tribunal et un appel à tous, visant tant ceux qui appuient le mouvement étudiant que ceux qui ne sont pas d'accord. «Je veux me battre jusqu'au bout, je ne veux pas qu'au Québec, en 2012, les gens après mon passage aient peur de dire ce qu'ils pensent par peur d'aller en prison», a dit M. Nadeau-Dubois, en indiquant que c'est là sa principale motivation d'interjeter appel. «Je n'appelle pas seulement à la solidarité de gens qui étaient d'accord avec moi, mais aussi à celle des gens qui n'étaient pas d'accord, mais qui pensent que j'avais le droit de le dire.»

C'est par le site www.appel-tous.org que l'ex-porte-parole de la Coalition large de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (CLASSE) entend recueillir des dons pour le soutenir dans des démarches judiciaires. «[Les dépenses] sont difficiles à évaluer, mais ça se compte en dizaine de milliers de dollars», a dit l'étudiant en histoire, en précisant ne pas vouloir vider les coffres des dons déjà amassés pour d'autres poursuites.

Parmi d'autres, très critiques, des témoignages d'appui ont continué de déferler sur les réseaux sociaux et, déjà, certaines organisations ont répondu à l'appel. C'est le cas de Québec solidaire, qui par la voie de sa députée Françoise David, a invité les militants de son parti à participer à cette campagne de contribution publique.

ANNIK MH DE CARUFEL LE DEVOIR
Gabriel Nadeau-Dubois

La Fédération des enseignantes et enseignants de cégep (FEC-CSQ) a aussi répondu favorablement à cette demande. Le président de la Fédération des enseignants, Mario Beauchemin, a indiqué par voie de communiqué en faire une question de liberté d'expression et de droits démocratiques.

Quel impact?

Finn Makela, professeur adjoint à la Faculté de droit de l'Université de Sherbrooke, est d'avis que cette condamnation pour outrage peut avoir des effets néfastes sur la prise de parole publique, tout dépend de comment elle sera interprétée par la population. Il est d'accord avec la thèse du bouc émissaire, avancée par M. Nadeau-Dubois. «A-t-on voulu en faire un exemple de ce qu'il ne faut pas faire avec la justice? Absolument. Est-ce que c'est le juge ou la police qui a voulu ça? Ce n'est pas certain.»

Pour Denis Poitras, qui défend 1200 personnes sur envi-

ron 2000 arrêtées lors des manifestations et de piquetage, la condamnation pour outrage au tribunal de M. Nadeau-Dubois n'aura pas d'impact sur ses propres causes. «Ca n'a rien à avoir avec les milliers d'autres constats d'infractions», a-t-il dit, en précisant que la contestation en cours de certaines dispositions de la loi 78 pourrait en avoir bien davantage.

L'avocat de M. Nadeau-Dubois, Giuseppe Sciortino, a semblé plutôt sûr de voir la cause progresser. «Il y a plusieurs motifs, conclusions et commentaires de la part de l'honorable juge Denis Jacques qui sont, à mon avis, manifestement déraisonnables», a-t-il affirmé. Il pourrait œuvrer à démontrer notamment que l'ex-porte-parole de la CLASSE n'était pas au courant de l'injonction visant directement Jean-François Morasse, l'étudiant en arts plastiques à l'origine de cette poursuite pour outrage.

Même si la cause sera portée en appel, les auditions sur les représentations de la sentence pourraient quand même avoir lieu le 9 novembre, étant laissées à la discrétion du juge Denis Jacques. Selon Finn Makela, M. Nadeau-Dubois risque une amende de 5000 \$ maximum, puisqu'il est reconnu coupable en vertu de l'article 50 du Code de procédure civile ou d'un an de prison tout au plus. «Il n'est pas un récidiviste, ce serait étonnant qu'il écope d'une peine de prison.»

Avec La Presse canadienne
Le Devoir

Tous les manteaux Kanuk en solde pendant 6 jours

kanuk.com

Vous porterez votre manteau Kanuk avec plaisir, jour après jour, hiver après hiver. Un choix agréable, et raisonnable.



Collection Kanuk 2013
Le Perce-Neige
665\$
prix régulier: 780 \$
Fourrure en sus



NOUVEAU
Collection Kanuk 2013
Le Chicouté
595\$
prix régulier: 725 \$
Fourrure en sus



NOUVEAU
Collection Kanuk 2013
Le Trois-Rivières
585\$
prix régulier: 650 \$



NOUVEAU
Collection Kanuk 2013
Le Bromont
595\$
prix régulier: 705 \$

Solde KANUK

Directement à la manufacture du mercredi 7 novembre au lundi 12 novembre

485, rue Rachel Est, Montréal

DEUX ÉTAGES DE SOLDES !



À PARTIR DE **195\$**

Quantité limitée: offerts jusqu'à épuisement des stocks

Nous sommes loin de vous ?

COMMANDEZ PAR INTERNET

kanuk.com



Le Mastigouche
395\$
prix régulier: 673 \$

couleurs : acajou, olive, sable



Le Charlevoix
395\$
prix régulier: 706 \$
Fourrure en sus

FOULARD CADEAU

En échange de ce coupon, obtenez un foulard polaire noir d'une valeur de 40 \$ au moment de l'achat d'un article Kanuk de 500 \$ ou plus (avant taxes).

Un seul coupon par article. Un seul article par coupon. Valable au moment de l'achat seulement. Jusqu'à épuisement des stocks. Non négociable. Valable chez Kanuk, 485, rue Rachel Est, Montréal. Nul après le 12 nov. 2012.

HEURES D'OUVERTURE DU SOLDE KANUK

Mercredi 7 novembre	8 h à 21 h
Jeudi 8 novembre	8 h à 21 h
Vendredi 9 novembre	8 h à 21 h
Samedi 10 novembre	8 h à 17 h
Dimanche 11 novembre	8 h à 17 h
Lundi 12 novembre	8 h à 21 h

Nous acceptons: VISA, MasterCard, carte de débit et argent comptant.

PREMIER ARRIVÉ, PREMIER SERVI
JUSQU'À ÉPUISÉMENT DES STOCKS



Mont-Royal

ACTUALITÉS

Le 3D pour intéresser les jeunes à l'histoire

Un jeune artisan de Lévis voit dans la numérisation du patrimoine un moyen d'éducation captivant

ISABELLE PORTER

Un jeune artisan de Lévis propose de recourir à la technologie 3D pour intéresser les jeunes aux héros de l'histoire du Québec. Au printemps, sa reconstitution du chevalier de Lévis sera installée sur la terrasse de la ville du même nom.

Charles-Olivier Roy se sert du 3D pour reproduire certaines des plus belles statues des héros d'ici. Il vient de terminer une reproduction en bronze du chevalier de Lévis (1719-1787) de Louis-Philippe Hébert et, déjà, il a un œil sur celles de Salaberry et Frontenac.

«Ca fait plusieurs années au niveau international qu'on numérise tout ce qui est patrimoine mondial», dit-il en donnant l'exemple de l'armée de terre cuite de l'empereur Ying Zheng. On utilise parfois le 3D pour préserver ou reconstituer des merveilles perdues. Mais on peut aussi s'en servir pour mieux diffuser le patrimoine à l'extérieur des musées. Aux États-Unis, le Smithsonian a même créé une véritable banque 3D des chefs-d'œuvre de l'histoire américaine.

«Moi, ce que je veux démontrer, c'est qu'on est capables de le faire à Québec. On est quand même une ville de l'UNESCO!»

Avec le Parti québécois qui veut revaloriser l'histoire nationale, Charles-Olivier Roy juge le contexte à tout le moins propice à la discussion. Plutôt que de passer par des livres pour faire connaître Marquette et Frontenac, pourquoi ne pas les présenter aux jeunes en 3D? «On prend les personnages du Parlement, les belles statues à travers le Québec, et on fait en sorte que les jeunes puissent se promener là-dedans. Le personnage bouge, réagit. Le jeune est captivé, il veut apprendre puis, quand il va faire sa sortie éducative, il va avoir hâte de venir au parlement et de regarder la statue qu'il a vue.»

Mais encore? «Avec un outil comme ça, on peut faire de l'histoire de l'art, montrer comment couler une statue, la fonderie... On peut attacher plein de choses autour de ça parce que c'est interactif.»

Honneur et fierté

Formé en design industriel, le jeune artisan travaille avec un scanner 3D conçu par Creaform, une entreprise basée à Lévis comme lui. La technologie lui permet d'imprimer dans un moule de polymère en trois dimensions les différents morceaux de la sculpture. Puis il réunit le tout et peut les couler dans le bronze ou d'autres matériaux.

C'est ce qu'il a fait avec la statue de François-Gaston de Lévis, le chef militaire qui a pris la relève de Montcalm après sa mort et remporté la bataille de Sainte-Foy en 1760. Jusqu'à présent, on



Charles-Olivier Roy et son projet de numérisation de François-Gaston de Lévis, ce chef militaire qui a pris le commandement de l'armée française à la mort de Montcalm.

ne pouvait admirer la statue que sur la façade du parlement à une hauteur suffisante pour qu'on ne puisse pas facilement en voir les détails.

Mais, au printemps prochain, une réplique en bronze de près de huit pieds de hauteur sera installée sur la terrasse de Lévis, face à Québec. «Ce personnage-là, on l'a complètement oublié. On a juste gardé Wolfe et Montcalm», déplore-t-il. La ville de Lévis, souligne-t-il, a été fondée un siècle après la Conquête. En donnant son nom à leur ville, les habitants ont «voulu répondre à l'insulte par l'honneur et la fierté».

Fait intéressant, son arrière-grand-oncle, l'historien Pierre-Georges Roy, défendait la même cause sous une autre forme il y a près de 100 ans. Ce généalogiste de renom, qui a été le premier conservateur des Archives nationales du Québec, a consacré sa vie à mieux diffuser l'histoire du Québec.

Charles-Olivier Roy a remué ciel et terre pour réaliser son projet du duc de Lévis, lequel aura abouti après les célébrations du 150^e de la ville. C'est finalement la Caisse Desjardins et la Com-

mission de la Capitale nationale qui ont financé l'aventure.

Jamais à court d'idées, il avait aussi fait parler de lui en 2008 après avoir convaincu la famille Simons d'investir dans une ligne de bracelets reproduisant les divinités de la fontaine de Tourny. Les bijoux avaient notamment été offerts aux conjointes des dignitaires au Sommet de la Francophonie.

L'aventure Lévis étant complétée, il aimerait bien réaliser d'autres reproductions des statues devant le parlement. Il rêve d'en faire des miniatures qui pourraient servir de solutions de remplacement aux tee-shirts pour touristes. Cette semaine, il a commencé à numériser le monument de monseigneur de Laval dans la côte de la Montagne. C'est que, l'an prochain, on soulignera le 350^e anniversaire de la fondation du Séminaire de Québec. Et pourquoi pas numériser le bronze du *Semur* de Saguenay?

Avec Dave Noël et Antoine Robitaille
Le Devoir

Immigration: Québec maintient le cap

AMÉLIE DAOUST-BOISVERT

Québec maintiendra le flot actuel d'immigration pour 2013. À l'image de 2012, entre 51 000 et 53 500 personnes devraient venir s'établir, selon le Plan d'immigration du Québec pour 2013 déposé jeudi à l'Assemblée nationale par la ministre de l'Immigration et des Communautés culturelles, Diane De Courcy.

Ce statu quo précède la réflexion qui s'enclenche au MICC et qui pourrait amener certains changements. M^{me} De Courcy «stabilise le nombre d'immigrants à accueillir en 2013 en attendant l'évaluation de la réelle capacité d'accueil et d'intégration du Québec en vue des prochains plans», indique-t-on à son cabinet.

Sans surprise, le plan de 2012 s'inscrit dans la continuité de la planification de l'immigration 2012-2015 définie sous le gouvernement libéral après une consultation publique en 2011.

En 2012, Québec délivrera 9 % moins de certificats de sélection que le minimum prévu. Alors que le Plan d'immigration du Québec pour l'année 2012 prévoyait la délivrance de

51 700 à 55 800 certificats de sélection, seulement 47 000 devraient trouver preneur, selon les prévisions du ministère. Le MICC explique ce phénomène par la «conjoncture politique mondiale» qui a entraîné le «report de missions de sélection» dans certains pays d'Afrique et du Moyen-Orient.

Par contre, comme prévu, entre 51 800 et 54 400 immigrants devraient poser leurs valises au Québec d'ici la fin de l'année 2012, puisque les admissions dépendent largement des certificats de sélection émis les années précédentes. Parmi eux, plus de 30 000 travailleurs qualifiés. Comme prévu, environ 65 % des nouveaux immigrants de 2012 parlent français. Sept sur dix ont déclaré vouloir s'établir à Montréal.

Le programme spécial de parrainage humanitaire établi après le séisme en Haïti s'est soldé par la délivrance de 6500 certificats de sélection. De ce nombre, entre 1900 et 2100 se sont installés au Québec en 2012. L'émission de certificats de sélection s'arrête en 2013, mais 1200 à 1400 Haïtiens de plus qui en ont déjà un en mains devraient immigrer, selon les prévisions.

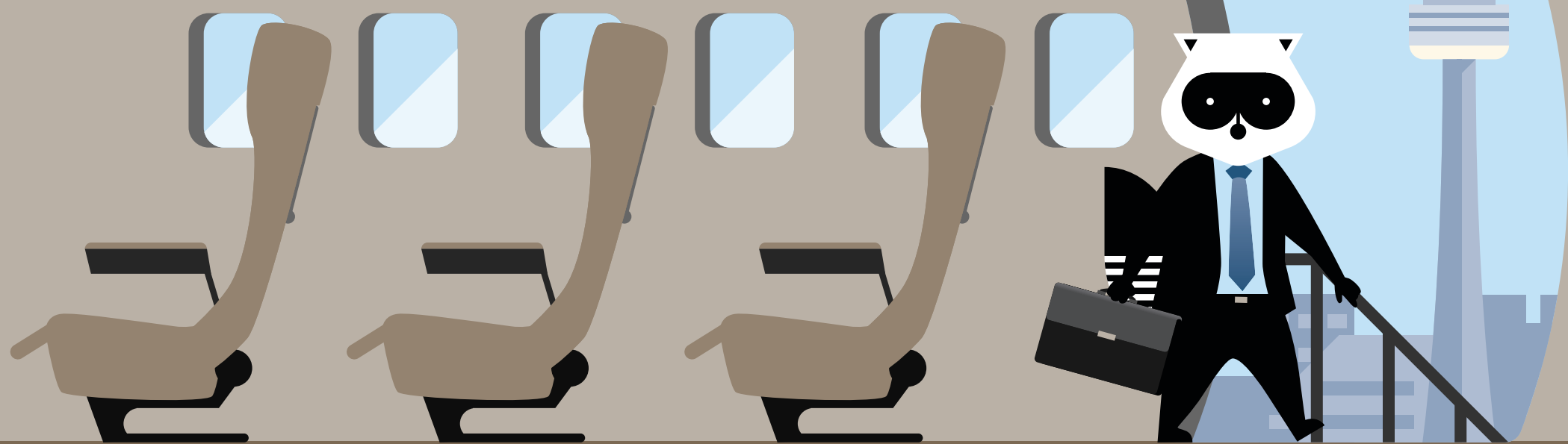
Environ 65 %
des nouveaux
immigrants
pour l'année
2012 parlent
français, selon
le MICC

Le Devoir

porter
raffinée sur toute la ligne

Toronto, facile comme bonjour et good morning.

Porter atterrit à l'aéroport du centre-ville de Toronto, à deux pas du cœur de la ville. Son aérogare contemporaine est intime et bien pensée. Tout est à portée de la main. Tout se fait en un clin d'œil, avec le sourire.



Vols au départ de Montréal. Réservation d'ici le 7 novembre. Tarifs aller simple incluant les taxes, les surcharges et les frais obligatoires*.

HALIFAX 2 par jour 214 \$ Taxes et frais compris	TORONTO 17 par jour 132 \$ Taxes et frais compris	SAULT STE. MARIE 252 \$ Taxes et frais compris	ST. JOHN'S 280 \$ Taxes et frais compris	SUDBURY 219 \$ Taxes et frais compris	THUNDER BAY 218 \$ Taxes et frais compris	TIMMINS 247 \$ Taxes et frais compris	WINDSOR 235 \$ Taxes et frais compris	BOSTON 255 \$ Taxes et frais compris
BURLINGTON, VT À partir du 15 décembre 297 \$ Taxes et frais compris	CHICAGO 276 \$ Taxes et frais compris	MYRTLE BEACH 350 \$ Taxes et frais compris	NEW YORK 245 \$ Taxes et frais compris	WASHINGTON Dulles 245 \$ Taxes et frais compris	PRIX TOUT COMPRIS			

Réservez en ligne, appelez au 1-888-619-8622 ou contactez votre agent de voyages.

flyporter.com

* Réservez d'ici le 7 novembre 2012. Voyagez d'ici le 28 février 2013. Ces tarifs ne sont pas en vigueur du 14 décembre 2012 au 6 janvier 2013. Description détaillée des tarifs pour tous les itinéraires sur flyporter.com. Porter peut exiger un achat à l'avance dans certains marchés. Les tarifs annoncés peuvent ne pas être disponibles pendant toute la période de voyage. Tarifs aller simple en classe Fixe au départ de la ville. Les tarifs à destination de la ville peuvent être différents. Nouvelles réservations seulement. Les tarifs incluent les taxes gouvernementales et les frais obligatoires. Ces montants peuvent aller jusqu'à 150 \$ par aller simple selon la destination. Les taxes étrangères fluctuent selon le taux de change en vigueur. Les frais pour des services optionnels, tels que les changements d'itinéraire, les bagages supplémentaires, la présélection de siège ou d'autres demandes spéciales, peuvent s'ajouter au montant total. Tarifs non remboursables. Il est possible de changer d'itinéraire moyennant des frais allant jusqu'à 200 \$ par personne et par trajet, plus toute différence de tarif. Les tarifs sont fonction de la disponibilité. Certaines conditions (incluant des frais de 20 \$ pour l'enregistrement d'un deuxième bagage, et les frais pour bagages excédentaires et/ou trop lourds) peuvent changer sans préavis et ne sont garanties qu'à l'émission du billet. Renseignez-vous auprès de Porter ou de votre agent de voyages. En cas de divergence entre le tarif de nos annonces et le tarif affiché sur notre site Internet au moment de la réservation, ce dernier prévaudra.

PRÉSIDENTIELLE 2012



CHIP SOMODEVILLA AGENCE FRANCE-PRESSE

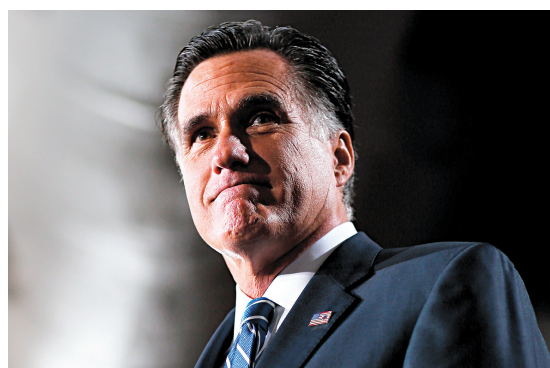
Barack Hussein Obama

Dans le camp démocrate, le candidat Barack Obama aspire à un second mandat à la Maison-Blanche, après un premier règne commencé dans un fier enthousiasme, mais qui s'est terminé sur une note négative, en raison d'un bilan économique sombre.

L'homme de 51 ans, né dans l'État d'Hawaï d'un père d'origine kenyane et d'une mère venue du Kansas, a été d'abord travailleur social dans des quartiers noirs défavorisés de Chicago. À la Harvard University, où il étudie ensuite le droit, il est le premier Afro-Américain à diriger la *Harvard Law Review*, et ensuite le tout premier Noir à occuper la Maison-Blanche.

Il fait son entrée en politique en 1996, en étant élu au Sénat de l'Illinois trois fois consécutives, jusqu'en 2004. Fervent opposant à la guerre lancée par le gouvernement de George W. Bush, M. Obama est connu pour sa volonté d'étendre la couverture médicale aux plus démunis. Il remporte les élections du 4 novembre 2008 avec 63% des voix contre le républicain John McCain.

Ce père de deux adolescentes, Sasha et Malia, est marié à Michelle Obama.



JUSTIN SULLIVAN AGENCE FRANCE-PRESSE

Willard Mitt Romney

Du côté républicain, l'aspirant à la présidence américaine, Mitt Romney, provient tout droit du giron des affaires. L'homme, né à Detroit en 1947, a passé son enfance au Michigan.

Au-delà de son parcours politique, son appartenance à l'Église mormonne a fait couler beaucoup d'encre, confirmant le lien sensible entre le religieux et le politique aux États-Unis. Confronté aux préjugés antireligieux d'adversaires soupçonneux vis-à-vis d'une religion jugée suspecte, cet ancien gouverneur du Massachusetts a martelé en campagne le discours économique, les mesures de redressement économique efficaces étant par ailleurs évidentes dans son bilan de gouverneur.

Dès 1977, M. Romney joint l'équipe de stratégie-conseil de la firme bostonnaise Bain & Company, qu'il dirige ensuite. Avant de se lancer officiellement en politique, il fonde et dirige Bain Capital, une des plus grandes sociétés d'investissement des États-Unis. Ce père de cinq garçons et grand-père de 18 petits-enfants est marié à Ann Romney.

PÉRIPLE DANS LES ÉTATS PIVOTS ★★★

Ohio, l'industrie automobile au cœur de la campagne

Plus serrée que jamais, la campagne présidentielle se décidera dans quelques États où Barack Obama et Mitt Romney sont à égalité. *Le Devoir* est allé parcourir certains d'entre eux pour tâter le pouls de la population et cerner les enjeux qui détermineront le sort de l'élection. Aujourd'hui, l'Ohio, le plus crucial d'entre tous.

JEAN-FRÉDÉRIC LÉGARÉ-TREMBLAY à Dayton, Ohio

«**O**ussama ben Laden est mort et GM est vivant!» En lançant cette phrase-choc lors de la convention démocrate, et scandée à maintes reprises depuis lors, le vice-président, Joe Biden, avait un objectif clair: rappeler aux électeurs que ce fleuron américain ne serait plus des leurs si ce n'avait été du plan de relance de l'industrie automobile décidé par Barack Obama, fin 2008. Mais en prononçant ces mots, Biden avait certainement en tête une tranche bien précise de l'électorat américain: les travailleurs de l'industrie automobile de l'Ohio.

Que le «Buckeye State» soit crucial pour remporter l'élection présidentielle, c'est devenu un cliché. Cet État baromètre penche inmanquablement du côté du vainqueur depuis 1964. Et pour les républicains, l'histoire s'est faite encore plus déterministe puisqu'aucun de leurs candidats n'est parvenu à ravir la Maison-Blanche sans lui. Mais l'élection est si serrée cette année que les deux candidats peuvent moins que jamais se permettre de créer un précédent en perdant cet État.

Or qui veut remporter l'Ohio doit séduire les nombreux travailleurs qui œuvrent dans l'industrie automobile. Pas moins d'un emploi sur huit est lié à ce secteur dans cet État où il se construit plus de voitures et de pièces d'automobile que partout ailleurs dans l'Union, excepté au Michigan, où se trouve Detroit, à une centaine de kilomètres au nord de la frontière. Et avec le plan de relance controversé qui pourrait coûter 25 milliards aux contribuables américains, selon le département du Trésor, cette industrie est plus que jamais au cœur de la campagne.

La stratégie d'Obama est de convaincre les ouvriers de l'automobile que leur emploi a été sauvé ou obtenu grâce au plan de relance. Mais si les démocrates doivent faire des efforts en ce sens, c'est que plusieurs ne sont pas convaincus.

«*Mitt Romney a raison. Obama avait dû laisser GM et Chrysler faire faillite, puis les laisser renaitre de leurs cendres. On aurait économisé des milliards de dollars d'argent public*», affirme sans ambages après son quart de travail Mike Matthews, un ouvrier de 46 ans qui travaille sur la chaîne de montage d'un fabricant d'amortisseurs de Kettering, dans la banlieue sud de Dayton. «*Quand c'est bien géré, une faillite peut être la meilleure chose à faire. En tout cas, ici, c'a bien fonctionné*», Tenneco, la compagnie pour laquelle il travaille, a racheté l'usine à Delphi après que celle-ci eut fait faillite il y a cinq ans. M. Matthews avait alors perdu son emploi, avant de le récupérer quelques mois plus tard, après l'achat.

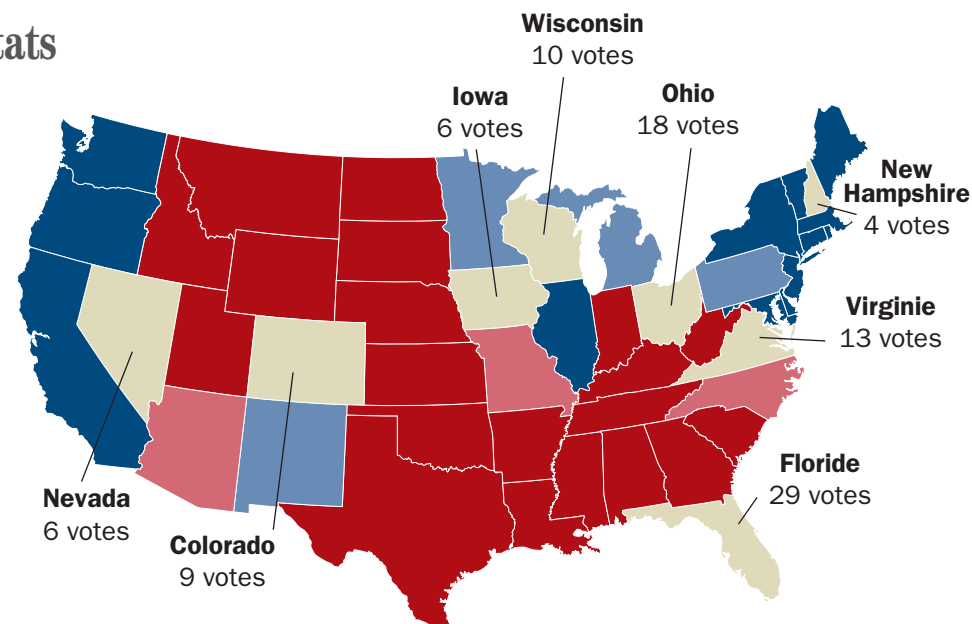
Pat Vlasic, lui aussi ouvrier sur la chaîne de montage, sourit en écoutant son collègue. Il y a un peu de doutes selon lui que, n'ait été le plan de sauvetage, GM et Chrysler ne seraient plus là pour acheter les pièces qu'ils fabriquent. «*L'industrie était sur le déclin depuis longtemps. Et la récession a frappé. Je ne vois pas comment on s'en*



MIRA OBERMAN AGENCE FRANCE-PRESSE

La petite ville de Moraine a le moral bas depuis que l'usine GM, qui fabriquait les Chevrolet TrailBlazer et le GMC Envoy, a fermé boutique en 2008.

Huit États pivots



serait sortis sans ce coup de main.»

Après une décennie d'hémorragie, l'emploi dans l'industrie automobile reprend de la vigueur depuis quelques années. Selon le US Bureau of Labor, 11 300 nouveaux emplois ont été créés dans ce secteur en Ohio depuis juin 2009. Une embellie qui se reflète dans le taux de chômage, puisque le «Buckeye State» peut désormais se vanter d'avoir un taux de 7,0%, soit en deca de la moyenne nationale de 7,9%. Il était de 10,6% en janvier 2010, au-dessus du sommet national de 10,0%. Bref, le nombre d'emplois augmente et le chômage diminue.

Enthousiasme des démocrates devant ces chiffres est accueilli avec circonspection à Moraine, aussi en banlieue de Dayton. La petite ville

a le moral bas depuis que l'usine GM, qui fabriquait les Chevrolet TrailBlazer et le GMC Envoy, a fermé boutique en 2008. Pas moins de 5000 personnes y travaillaient, en plus des milliers d'autres qui œuvraient dans les petites entreprises environnantes pour fournir l'usine en pièces de voiture, des ressorts dans les poignées de porte aux bandes de caoutchouc au bas des fenêtres. Aujourd'hui, l'usine est désaffectée et des dizaines de boutiques le long du boulevard qui la borde sont placardées.

Caroline Friend, qui habite une petite maison de briques rouges depuis laquelle on peut apercevoir la gigantesque usine beige, annulera son vote. Partie à la retraite un an avant que GM ferme ses portes en raison de douleurs chro-

niques à l'épaule, conséquence des gestes répétitifs sur la chaîne de montage, la femme de 64 ans est convaincue que l'industrie manufacturière vit ses derniers moments en Ohio et dans le reste des États-Unis, même si ce vaste secteur reprend de la vigueur à la grandeur du pays depuis 2010. «*Tous les emplois finiront par s'en aller en Chine de toute façon*, lance-t-elle. *Obama n'a pas vraiment réussi à changer le cours des choses et Romney a lui-même transféré des emplois en Chine quand il dirigeait son entreprise* [Bain Capital].»

La guerre des publicités surtout négatives qui s'empare des chaînes de radio et de télévision donne le sentiment que le candidat démocrate, dont l'essentiel des publicités parle de l'industrie automobile, s'accuse en effet mutuellement de délocaliser les emplois manufacturiers de l'autre côté du Pacifique. Alors qu'Obama met en exergue le passé de «délocalisateur d'emplois» de Romney, celui-ci réplique que les 80 milliards prêtés dans le plan de sauvetage ont profité davantage à la Chine. Il joue également la carte de sa familiarité avec cette industrie en se présentant comme le fils de George Romney, jadis p.d.g. de la défunte American Motors Corporation et gouverneur du Michigan.

Peu d'États, sinon la Floride et la Virginie, ont vu autant d'argent pleuvoir pour produire et diffuser des publicités électorales. Ensemble, les deux camps ont dépensé 128 millions de dollars à cette fin. Et le sprint final des ralliements politiques est plus intense que jamais. Aucun État n'aura été autant visité que l'Ohio. Au cours des 30 derniers jours seulement, Obama et Romney ont participé à 9 et 20 événements respectivement un peu partout à travers l'État.

Collaborateur Le Devoir



JEAN-FRÉDÉRIC LÉGARÉ-TREMBLAY

Thomas Payne fait briller l'un des vestiges de la glorieuse histoire manufacturière de la ville.

Springfield la triste

Jadis prospère, la petite ville se remet difficilement du déclin de l'industrie automobile

JEAN-FRÉDÉRIC LÉGARÉ-TREMBLAY à Springfield

À mi-chemin entre Dayton et Columbus, la bourgade de Springfield a longtemps été une «success story» de l'industrie manufacturière américaine. Véritable ville-frontière défrichée par des pionniers venus de l'Est au début du XVIII^e siècle, elle pouvait fièrement dire pas plus tard qu'en 1860 au reste des États-Unis qu'elle avait sur son territoire la plus grande manufacture du pays, celle où l'on construisait la Champion Reaper, une moissonneuse que les Amish utilisent encore aujourd'hui.

La belle histoire industrielle s'est perpétuée, au moins jusqu'en 1983, alors que le magazine *Newsweek* présentait la vie de trois familles de la place dans son numéro intitulé «*The American Dream*». Mais l'époque dorée de la manufacture allait rapidement devenir chose du passé. En 2011, la firme de sondage Gallup désignait Springfield «*la ville la plus triste*» de tout le pays.

La compagnie International Harvester (aujourd'hui Navistar), qui fournissait de l'emploi à près de 5000 employés syndiqués dans les années 1980, n'a plus que 700 travailleurs sur sa ligne de montage de camions. Plusieurs petites entreprises qui fournissaient le géant en pièces d'automobile ont dû fermer leurs portes. Il n'en reste maintenant que quelques-unes.

Résultat: les gens sont partis, la ville s'est atrophée. De 82000 qu'il était en 1970, le nombre d'habitants a chuté sans relâche pour atteindre 60600 en 2010. Des bâtiments du centre-ville ont été abandonnés et plusieurs maisons dans la partie sud de la ville, où vivait la plupart des ouvriers, sont décrépités.

Thomas Payne, 71 ans, a travaillé pendant 38 ans pour «IH», comme on appelle ici International Harvester, longtemps principal employeur de

la ville. Il a pris sa retraite il y a huit ans, lorsque son patron lui a demandé d'en faire davantage sur la ligne de montage en raison de la réduction des effectifs. «*Il n'en était pas question*», explique M. Payne, qui fait aujourd'hui l'entretien ménager au Heritage Center, où les vestiges de la glorieuse histoire manufacturière de Springfield sont conservés. «*À l'âge que j'avais, je risquais trop de me blesser. J'avais l'impression qu'ils voulaient me pousser à travailler plus fort jusqu'à ce que j'en meure. J'ai décidé de partir*», poursuit M. Payne en frottant le Travelall, sorte de véhicule utilitaire sport avant l'heure sur lequel il posait la couverture d'isolation au début des années 1970 chez International.

M. Payne, qui est né et a passé toute sa vie à Springfield, et qui a vu sa petite ville perdre de son lustre, reste cependant optimiste. «*Les emplois sont partis en Chine, la récession a frappé fort, mais l'industrie automobile remonte la pente*», dit-il, avant de donner le crédit à Barack Obama pour l'avoir sauvée.

Comme pour lui donner raison, une annonce faite à la fin d'octobre prévoit l'embauche de quelques employés chez Navistar en raison... de la fermeture d'une usine au Texas.

Une part de son optimisme réside aussi d'ailleurs dans la modeste embellie qui semble vouloir gagner sa ville. Plusieurs bâtiments du centre-ville ont été rénovés. Signe que la communauté tente de se reprendre en main, Springfield fut l'une des dix villes lauréates du «*All-American City Award*» en 2004, qui souligne le travail des membres d'une communauté pour relever les défis auxquels ils sont confrontés.

Mais si Springfield renaît petit à petit, elle reste l'ombre de ce qu'elle a déjà été, à l'image de l'industrie automobile qui l'a rendue prospère.

La structure de l'État américain

Le Congrès

Le Congrès des États-Unis est composé du Sénat et de la Chambre des représentants. C'est la branche législative du gouvernement fédéral, qui siège au Capitole, à Washington, DC. Il élabore, discute et vote les lois. Pour qu'un projet devienne loi, il doit être adopté par chacune des deux instances et la loi doit être proclamée par le président, qui peut cependant y opposer son veto.

Le Sénat

Le Sénat est la chambre haute, qui représente les États. Il est composé de 100 sénateurs, soit deux par État, élus pour un mandat de six ans. Tous les deux ans, lors d'élections, les mandats du tiers des sénateurs sont renouvelés. Ainsi, 33 sièges sont en jeu cette année.

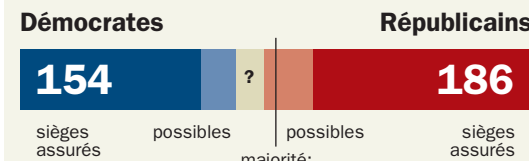
Projection électorale 2012



La Chambre des représentants

C'est la chambre basse, qui représente les citoyens. Elle est composée de 435 représentants, dont le nombre est proportionnel à la population de l'État — au minimum un par État. La totalité des représentants est renouvelée aux deux ans.

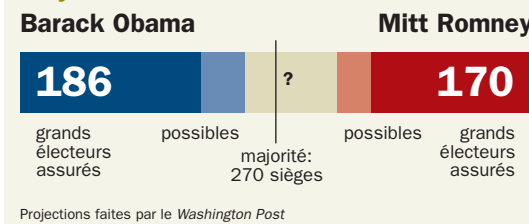
Projection électorale 2012



La Maison-Blanche

C'est le gouvernement, le symbole du pouvoir exécutif. Avec un cabinet désigné par le président, elle veille à la gouverne du pays. Le président américain n'est pas élu au suffrage universel direct, mais par un collège de «grands électeurs» représentant proportionnellement les 50 États et le district de Columbia. Ainsi, le candidat qui récoltera l'appui de 270 grands électeurs ou plus accèdera à la Maison-Blanche puisqu'il y a 538 grands électeurs pour représenter le peuple américain, divisés en fonction du poids démographique des États. Lorsqu'un candidat remporte le vote populaire dans un État, il remporte tous les grands électeurs de cet État. Le système est ainsi fait que le vainqueur du vote populaire à l'élection présidentielle n'est pas assuré d'être élu président des États-Unis.

Projection électorale 2012



www.artisan-du-store.ca ★ ★ ★ ★ SOLUTION CERTIFIÉE 5 ÉTOILES ★ ★ ★ ★ www.stores-de-qualite.ca

L'Artisan du Store
OPAQUE, SOLAIRE ou TRANSLUCIDE
- Stores motorisés
- Toiles à rouleau
- Stores romains
- Panneaux coulissants
- Stores verticaux PVC
- Stores horizontaux de bois, de PVC, de métal
- Toiles pour verrière
- Stores extérieurs
- Persiennes

TOILES SOLAIRES DÉCORATIVES MOTORISÉES

STORES SUR MESURE 50% de rabais ou INSTALLATION GRATUITE

STORES DE BOIS TEINTURE ESSUYÉE

ESTIMATION GRATUITE
RÉSIDENTIEL et COMMERCIAL
MONTRÉAL : 514-231-8677
LONGUEUIL : 450-445-9829
LAVAL : 450-627-3716
REPERTIGNY : 450-585-7577
TR-RIVIÈRES : 819-696-9677
QUÉBEC : 418-654-8677
BROMONT : 450-534-3477
ST-SAUVEUR : 450-227-7377

Dans le cadre du Rendez-vous du Savoir 2012

LE CONSEIL DES RELATIONS INTERNATIONALES DE MONTRÉAL

Desjardins
RENDRE-VOUS DU SAVOIR
Rassembler. Reconnaître. Rayonner.

Le savoir à l'échelle mondiale : entre compétition et coopération

Panélistes :

Guy Breton
Recteur, Université de Montréal

Jacynthe Côté
Chef de la direction, Rio Tinto Alcan

Sylvie Beauchamp
Présidente, Université du Québec

Guy Lachapelle
Secrétaire général, Association internationale de science politique et Organisateur Principal, Forum mondial des sciences sociales 2013

Mercredi 14 novembre 2012
Cocktail et débat-conférence de 17 h 30 à 19 h

Thèmes abordés :
• La pertinence de la mobilité internationale et des réseaux internationaux
• Le partage et l'accès au savoir et aux résultats de la recherche
• Les stratégies pour attirer les talents (professeurs, chercheurs et étudiants)

Avec l'appui de : RioTintoAlcan, Concordia, LE DEVOIR

Inscription : www.corim.qc.ca • 514-340-9622

Je t'emmène au... chalet urbain

Lowney SUR VILLE
CONDOS GRIFFINTOWN
A PARTIR DE 169 000\$

BUREAU DES VENTES
180 RUE ANN
ANGLE RUE OTTAWA
514 868.1555
PREVEL.CA

FONDS IMMOBILIER DE SOLIDARITÉ FTU

PRÉSIDENTIELLE 2012

La « Bible Belt » en mutation

La rue change, la politique, non

GUY TAILLEFER
à Oxford, Mississippi

Kimberly Dandridge est devenue en septembre dernier la première femme noire à être élue à la présidence de l'Association étudiante de l'Université du Mississippi. Page d'histoire? Certainement. «Ole Miss» est une université célèbre pour la haine avec laquelle la communauté blanche a résisté, il y a 50 ans cette année, à l'intégration des Noirs et pour le courage que leur a opposé James Meredith. En septembre 1962, Meredith est le premier Afro-Américain à s'inscrire dans ce vieil établissement universitaire. Les résistances sont telles que le

président Kennedy déploie des soldats sur le campus. Meredith, qui a aujourd'hui 79 ans, devint une icône du mouvement des droits civils porté par Martin Luther King.

L'élection de Barack Obama en 2008? «*Signe de la distance parcourue*», dit la jeune femme, «*signe de progrès social*». Signe que la société américaine continue de se «*déracialiser*», comme Ole Miss. Kimberly cite son pasteur qui a l'habitude de dire: «*On n'est peut-être pas tout ce qu'on pourrait être, mais, Dieu merci, nous ne sommes plus comme nous étions*». Elle a fait campagne — à la manière d'Obama — sur le thème de l'inclusion et de l'unité — des gays, des hétéros, des Noirs,

des Blancs... La population universitaire croît énormément, dit-elle, «*le parking est vraiment devenu un gros problème*». De l'histoire de James Meredith, qui a sa modeste statue sur une place du campus, elle soupçonne que le commun des étudiants n'a pas une connaissance très fine...

Kimberly Dandridge est de cette jeunesse pour laquelle les racines raciales n'ont plus le poids identitaire qu'elles avaient — au risque de se voir traiter par des plus militants d'«*Oreo*», noir au-dehors, blanc au-dedans. Des journalistes afro-américains comme Leon Wynter et des écrivains latinos comme Richard Rodriguez ont documenté cette transformation des rapports sociaux aux États-Unis au cours des dernières décennies et le «*métissage de la culture commerciale dominante*», se faisant reprocher par leurs critiques de faire l'impasse sur le racisme qui continue de diviser la société américaine.

La rue n'est pas la politique

Le politologue Alan Abramowitz, de l'Université Emory, à Atlanta, constate cette «*disjonction entre le social et la politique*». Culturellement, affirme-t-il, la rue a évolué: les mariages mixtes ne scandalisent plus personne et il existe maintenant une ouverture beaucoup plus grande qu'avant envers la présence des Noirs en affaires et en emploi — ce qui n'exclut pas que leur accès à une bonne éducation continue d'être entravé et que la pauvreté continue d'être leur lot de façon démesurée. Le problème, c'est que le monde politique ne prend guère acte de cette fluidité sociale, de cette déségrégation des mentalités. «*La race est toujours très importante électoralement, même plus importante peut-être qu'elle l'était dans les années 70 et 80*».

Obama a échoué dans son projet de construire des ponts entre républicains et démocrates, dit le politologue, auteur d'un livre intitulé *The Disappearing Center*, paru en 2010. «*Finalement, son élection a renforcé les tendances qui existaient déjà avant son arrivée à la Maison-Blanche. On a assisté à une polarisation partisane croissante à l'échelle du pays, mais aussi à une polarisation raciale où le Parti démocrate, surtout dans le Sud, est de plus en plus dépendant des non-Blancs — Noirs et hispanophones*». Les États-Unis, dit-il, «*sont aussi divisés face à Obama qu'ils l'étaient face à Bush*».

Dans le Sud, dont la douzaine d'États qui forment cette région aux contours relativement flous iront facilement, pour la plupart, à Mitt Romney, la division raciale se superpose à la division partisane. Des 136



AGENCE FRANCE-PRESSE

En septembre 1962, James Meredith est le premier Afro-Américain à s'inscrire à l'Université du Mississippi. Il est devenu une icône du mouvement noir pour les droits civils.

membres de la Chambre des représentants originaires du Sud, il n'y a que 38 démocrates, presque tous noirs. À l'échelle des États, le Parti républicain est de plus en plus dominant, tiré sur sa droite par les radicaux du Tea Party. Les démocrates sont noirs et surtout minoritaires.

«*Il n'y a pratiquement plus de Blancs démocrates en Alabama et au Mississippi*», note le prof Abramowitz. En Géorgie, John Barrow est l'unique élu démocrate blanc du «*Sud profond*» au Congrès. «*Les frontières de son district ont été redessinées par les républicains pour essayer de s'en débarrasser*».

Ainsi va la vie politique dans le Sud conservateur. Sont toujours inscrites dans la Constitution de l'Alabama des dispositions ségrégationnistes en matière d'éducation. Il a fallu attendre l'an 2000 pour que cet État biffe de sa Constitution l'interdiction touchant les mariages interraciaux. Les femmes penchent nettement, à l'échelle nationale, en faveur de Barack Obama, mais sont divisées par le milieu entre Obama et Romney en Géorgie, selon un récent sondage du quotidien *Atlanta Journal-Constitution*. Au Mississippi,

un leader du Tea Party a récemment préconisé le renversement armé du gouvernement fédéral, pendant qu'une autre dirigeante du parti estimait qu'on devrait peut-être

interdire aux femmes de voter, parce que trop émotives. Entre autres tactiques destinées à empêcher les minorités d'aller voter pour les démocrates, le gouvernement républicain de l'État clé de la Floride a réduit le temps de vote par anticipation dans le dessein évident de nuire à la participation électorale des Afro-Américains.

«*Si la société américaine se comportait comme le Congrès, nous aurions une autre guerre civile*», estime Seth McKee, de l'University of South Florida.

En balade sur la « Bible Belt »

Écouter la radio en parcourant en voiture la «*Bible Belt*» (depuis Atlanta jusqu'à Memphis, en traversant l'Alabama et le Mississippi), c'est mesurer à quel point la doctrine politico-évangéliste peut être virulente. Les ondes dégoulinent de vitriol. Heureusement, il reste NPR, la radio publique américaine — dont Romney a d'ailleurs promis de supprimer

le financement. Les animateurs de l'American Family Radio, une station basée à Tupelo, au Mississippi, et qui diffuse dans une quarantaine d'États, attaquent sans détour: la Maison-Blanche est infestée d'islamistes et de socialistes, le mot «*redistribution*» leur donne de l'urticaire et l'«*Obamacare*» est un sacrilège; la hausse des budgets militaires est essentielle à la défense des valeurs chrétiennes dans le monde; si Obama n'est pas Castro, il est Chávez, et dans son entourage certains de ses collaborateurs — «*Mais pas lui*», nuance l'animatrice d'une émission de ligne ouverte — ont un «*regard satanique*»... Moins de gouvernement, moins de taxes, éloge de la responsabilité individuelle et des valeurs traditionnelles...

Pourtant, fait valoir Abramowitz, «*le résultat final de la réforme de la santé, cet objet de très grande anxiété parmi les conservateurs, est le produit de plusieurs des idées sorties de think tanks de droite comme l'American Enterprise Institute. L'Obamacare, c'est la contre-proposition qu'avaient présentée les républicains au projet de réforme qu'avait fait Hillary Clinton au début des années 1990. Preuve que l'électorat n'est pas mieux informé qu'avant, mais plus partisan, plus polarisé*».

Le déclin du « redneck »

Obama, président post-racial? Aux activistes et intellectuels qui l'ont accusé de ne pas défendre plus activement les droits des Afro-Américains, il répond toujours: «*Je suis le président des États-Unis, pas de l'Amérique noire*». Marchera-t-il un peu moins sur des œufs dans un second mandat? Pariera-t-il un peu plus sur sa base progressiste? Les Noirs américains iront revoter pour lui (ils l'ont fait à 96% en 2008), moins une frange conservatrice insultée qu'il ait donné, il y a six mois, sa bénédiction au mariage gai.

Il se trouve en fait que, si la tendance se maintient, la population blanche, repliée sur le Parti républicain, deviendra minoritaire aux États-Unis entre 2040 et 2050, étant donné la croissance démographique des Noirs, des hispanophones, des Asiatiques... «*Ultimement, le Parti républicain doit s'adapter sous peine de cesser d'être compétitif*», dit le professeur. Quelque 55% des Noirs vivent dans les États du Sud, mais ils ne sont nulle part majoritaires. Ils le seront toutefois, avant longtemps, dans un État comme le Mississippi. Le «*redneck*» est une espèce en voie de disparition. L'avenir appartient à Kimberly.

Le Devoir

Nous aimerions rencontrer votre fille.

The Study est à la recherche de filles qui deviendront des femmes formidables. Des bourses d'études sont offertes.

VISITEZ NOTRE MATERNELLE

Mardi 13 novembre

Visite à 9h

Activités et présentation à 10h

ÉCOLE PRIVÉE POUR FILLES OFFRANT UN PROGRAMME BILINGUE ENRICHÉ (MAT - SEC V)



The Study

LE MONDE A BESOIN DE FEMMES FORMIDABLES

thestudy.qc.ca

3233 The Boulevard, Westmount
Admissions: 514.935.9352 poste 260



DECLARATION D'ADMISSIBILITÉ À L'ENSEIGNEMENT EN ANGLAIS
NON REQUISE DE LA MATERNELLE À LA 6^e ANNÉE

Un trio pour une campagne

FABIEN DEGLISE

Ils sont trois, ils sont jeunes et ils veulent savoir, savoir ce que les Américains pensent à l'aube d'une élection américaine dont l'issue va se jouer le 6 novembre prochain.

Depuis le 12 octobre dernier, les Québécois Olivier Arbour-Masse, Mathieu Waddell et Denis Wong sillonnent l'est des États-Unis, du New Hampshire à la Floride, en passant par Nashville, la «*Bible Belt*» et La Nouvelle-Orléans, pour y effectuer une autopsie en règle: celle de l'American Dream, en sondant le cœur et l'âme de nos voisins du Sud rencontrés sur le terrain.

L'aventure est journalistique, anthropologique, sociologique... Elle est aussi numérique que semblerait-il et parfois même d'espoir.

Une incursion dans une Amérique trouble, un regard jeune sur un scrutin majeur et important pour la suite des choses aux pays de Barack Obama et de Mitt Romney et auxquels les lecteurs du *Devoir* peuvent désormais s'exposer sur notre site.

L'aventure est journalistique, anthropologique, sociologique... Elle est aussi numérique.

Une incursion dans une Amérique trouble, un regard jeune sur un scrutin majeur et important pour la suite des choses aux pays de Barack Obama et de Mitt Romney et auxquels les lecteurs du *Devoir* peuvent désormais s'exposer sur notre site.

Le Devoir



CAVALE-USA.COM

La balade numérique de trois Québécois sur la route de la présidentielle américaine est disponible sur ledevoir.com.

Lire aussi: Mardi, *Le Devoir* publiera une édition spéciale sur la présidentielle américaine.

ACTUALITÉS

OURAGAN SANDY

Les autorités tentent d'organiser l'aide

Les autorités américaines ont adopté, vendredi, une série de mesures dans l'espoir de soulager la pénurie d'essence qui frappe la grande région de New York depuis le passage de la tempête Sandy.

La tempête a fait au moins 94 morts dans 10 États américains et la facture totale des dégâts pourrait atteindre 50 milliards de dollars US.

Le maire Michael Bloomberg a décidé vendredi d'annuler le marathon de New York, qui devait avoir lieu dimanche. Le maintien du marathon après la tempête Sandy avait suscité de nombreuses critiques de citoyens et d'élus.

Les ports de New York et du New Jersey recommencent lentement à accueillir des pétroliers. Des règles fédérales qui limitent la circulation des camions ont été suspendues pour permettre le ravitaillement des stations d'essence de la région. Le département de la Défense doit également livrer 24 millions de gallons d'essence, et un pipeline reprend du service. Mais la pénurie d'essence pourrait se poursuivre encore plusieurs jours dans les secteurs où l'électricité manque toujours. Les pannes d'électricité paralysent les pompes de plusieurs stations.

La secrétaire américaine à la Sécurité intérieure, Janet Napolitano, a également suspendu jusqu'au 13 novembre une loi qui interdit aux pétroliers de transporter du pétrole et d'autres marchandises entre deux ports américains. Cela devrait notamment permettre aux pétroliers qui se trouvent dans le golfe du Mexique de naviguer jusqu'aux ports de la côte est.

Pour sa part, le gouverneur de l'État de New York, Andrew Cuomo, a adopté un décret qui suspend l'obligation pour les pétroliers de s'enregistrer et d'acquitter des taxes avant de décharger leur cargaison.

Plus de 3,8 millions de résidences et commerces étaient toujours privés de courant vendredi, contre 8,5 millions au plus fort de la crise. Mais il n'y a pas que des mauvaises

nouvelles. Le courant a été rétabli vendredi après-midi pour plus de 100 000 abonnés du sud de Manhattan, qui en étaient privés depuis le passage de la tempête Sandy lundi soir, a annoncé le distributeur Con Edison.

Ce rétablissement progressif — Con Edison avait d'abord annoncé le rétablissement pour 65 000 abonnés — concerne notamment le quartier de Chelsea et l'East Village, a précisé Con Edison. Au total, près de la moitié des abonnés ont ainsi retrouvé le courant dans le sud de Manhattan.

Con Edison a ajouté qu'il espérait rétablir l'électricité pour les autres samedi au plus tard.

D'autres liens ferroviaires et des lignes de métro ont rouvert vendredi, tandis que les autobus ont pu accéder au tunnel Holland qui mène à New York. Mais le métro, qui transporte habituellement 5,5 millions de voyageurs par jour, ne descend toujours pas en dessous de la 34^e rue.

Aînés isolés

Les opérateurs de télécoms continuent aussi d'avoir des difficultés pour couvrir les zones les plus touchées. Selon le numéro deux du marché, Verizon, la réparation des dégâts « pourrait prendre un certain temps ».

L'impact de la tempête sur les citoyens les plus âgés inquiète de plus en plus d'intervenants. Des groupes communautaires font du porte-à-porte dans les immeubles d'habitation de Manhattan, qui sont toujours sans électricité, et des employés municipaux et des bénévoles de Newark, au New Jersey, ont livré des repas aux aînés et aux autres résidents coincés chez eux. Une intervenante a expliqué que plusieurs personnes âgées sont coupées du monde extérieur depuis plusieurs jours, puisqu'elles sont incapables de sortir de chez elles et que leurs voisins ont été évacués.

Agence France-Presse et Associated Press



SETH WENIG ASSOCIATED PRESS

La décision de maintenir le marathon de New York après l'ouragan Sandy avait suscité de nombreuses critiques de citoyens et d'élus.

400 DOWD
CONÇU POUR LA VIE

40%
VENDU

MAINTENANT EN CONSTRUCTION

120 CONDOS MODERNES
DANS LE QUARTIER INTERNATIONAL
STUDIO 1 CHAMBRE 2 CHAMBRES

À PARTIR DE 189 000 \$

LA MEILLEURE VALEUR AU CENTRE-VILLE

1076 RUE BLEURY

T. 514 400.1070

400DOWD.COM

La faim hante un million d'Haïtiens

Au moins 54 morts et 20 disparus. Des champs dévastés — 70% des récoltes sont perdues dans le sud du pays, selon les autorités. Alors que l'attention est tournée vers la côte est des États-Unis, Haïti doit se relever, encore une fois, d'une catastrophe naturelle. Selon les Nations Unies, Sandy a plongé dans la faim un million d'Haïtiens. Sans compter que l'ouragan succède à une sécheresse et à l'ouragan Isaac. La perte des récoltes, dont d'importantes quantités de bananes et de maïs, fait craindre une crise alimentaire dans un pays où les protestations concernant le prix des denrées sont déjà

courantes. Les pertes alimentaires sont estimées à 104 millions. Des bestiaux ont également été emportés par les torrents. Environ 20 000 personnes auraient vu leur maison inondée ou carrément emportée, selon un bilan provisoire, dit Johan Peleman, le chef du Bureau de la coordination des affaires humanitaires de l'ONU en Haïti. Rappelons que, conséquence du tremblement de terre de 2010, quelque 350 000 Haïtiens vivent toujours dans des campements. Plusieurs de ces abris de fortune n'ont pas résisté.

Avec l'AFP et l'AP

Sophie
DOWNS

Membre O.P.Q. et R.C.P.O.S.S.

Psychologue clinicienne

ADULTES · COUPLES
25 ANS D'EXPÉRIENCE

514-861-0630

VIEUX-MONTRÉAL

Congédié?

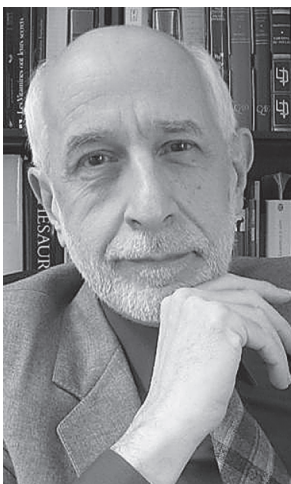
Voyez

François Gendron

avocat

LL.L., M.A., Ph.D.

Vieux Montréal 514.845.5545



THÉÂTRE JEUNES PUBLICS

Faire pousser de l'art dans les campagnes

En plein Morbihan, dans l'arrière-pays breton, Festi'Mômes continue d'investir, du 3 au 11 novembre, dans l'audace et l'exigence

MICHEL BÉLAIR
à Questembert

En France, plus qu'au Québec encore, le théâtre pour jeunes publics ne se limite pas aux grandes villes; il s'est installé partout dans la vie ordinaire des communautés petites et grandes sur tout le territoire. A Questembert, par exemple, on fait littéralement pousser de l'art dans la campagne bretonne.

Il y a déjà huit ans que la Communauté de communes du pays de Questembert investit dans le théâtre pour les tout-petits avec Festi'Mômes. Bravo! Mais il n'y a rien là d'exceptionnel; à travers toute la France, au moins une dizaine de petites agglomérations ont fait le même choix de se donner un festival.

Ce qui distingue en fait Festi'Mômes — et qui nous amène ici tous les automnes depuis des lunes —, c'est la qualité de sa programmation. On a vu là (et on y verra encore cette année) des spectacles du grand circuit des tournées qui prendront l'affiche ici et ailleurs dans un an ou deux. Au cours des deux dernières



Le spectacle *Où va l'eau?* de la compagnie O'Navio suscite beaucoup de curiosité.

années seulement, Ève Ledig, Christian Duchange, Serge Boulier, Laurent Dupont, Alice Laloy — tout comme les Allemands du Helios Theatre que l'on devrait voir bientôt à Petits bonheurs — y sont passés.

Pffffffft: merci

Depuis sa création, le festival affiche des couleurs nette-

ment «européennes» et internationales... ce qui explique que des compagnies québécoises y sont régulièrement invitées. Mais il prend de plus en plus une orientation «toute petite enfance»: cette année, huit des dix productions à l'affiche visent les tout-petits de moins de deux ans. Comme *Couacaisse*, la plus récente produc-

tion de théâtre musical de la Compagnie Éclats, de Bordeaux, qui s'adresse aux bébés d'un an et que l'on verra aux Gros Becs à Québec en mai. Comme aussi *Ha Dede*, ce spectacle belgo-hongrois qui a connu un énorme succès à Petits bonheurs au printemps. Ou encore comme ce *Où va l'eau?* de la compagnie O'Navio, qui

suscite beaucoup de curiosité.

Au final, Festi'Mômes rendra un hommage tout spécial à la compagnie Ramodal, qui présente son classique *Les mains dans la farine* (pour les bébés de 18 mois) pour la dernière fois avant de se dissoudre. Pffffffft. Merci.

On vous reparle de tout cela en fin de festival, question de vérifier à quel point Questembert continue de proposer d'abord aux enfants des spectacles exigeants et audacieux. On pourra déjà se faire une mince idée de tout cela en visitant le site www.pays-questembert.fr/culture-et-loisirs/festimomes

Qu'un petit festival implanté dans une petite ville de cette taille, enracinée dans un milieu essentiellement agricole — Questembert est une sorte de Coaticook breton —, choisisse le risque de la création plutôt que le divertissement... et que cela fonctionne, ça fait rêver, non?

Collaborateur
Le Devoir

Michel Bélaire est à Questembert à l'invitation de Festi'Mômes.

Il y a 35 ans, René Goscinny quittait le monde des vivants pour devenir un mythe

FABIEN DEGLISE

Elle le raconte dans un livre qui vient de paraître, *Le bruit des clefs* (NIL éditions): le jour de ses 18 ans, Anne Goscinny s'est présentée dans le bureau du cardiologue de son père avec un projet clair, qu'elle n'a bien sûr pas accompli: le buter. Sans autre forme de procès et surtout pour venger la mort de son père, qui neuf ans plus tôt succombait d'un infarctus à cet endroit précis, au moment d'un test d'effort commandé par son toubib.

C'était un samedi de novembre en 1977, le 5, il y a 35 ans presque jour pour jour. Le père de toutes les enfances, l'homme dont les idées ont rendu célèbres Lucky Luke, Astérix, Iznogoud ou encore Le petit Nicolas venait de s'éteindre. Une petite fille, elle n'allait plus jamais entendre le bruit

des clefs que son papa posait dans l'entrée le soir en rentrant à la maison et elle en est toujours profondément marquée.

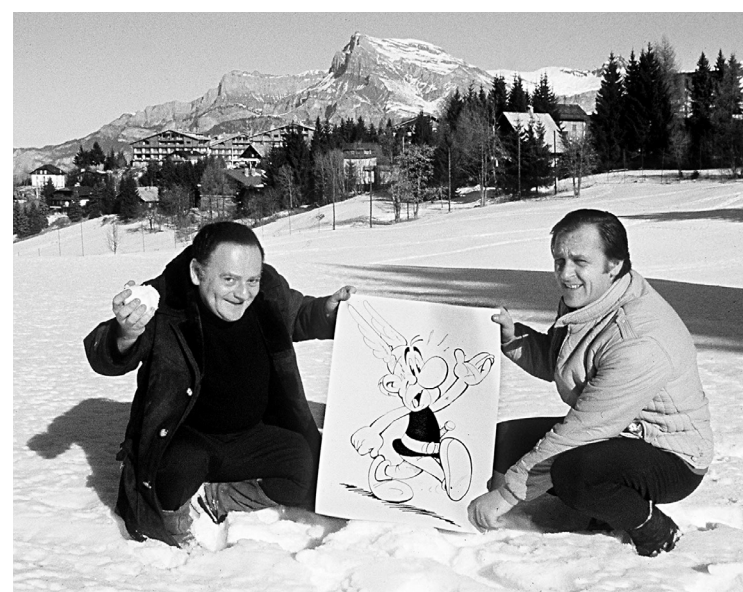
Aujourd'hui responsable des éditions IMAV, Anne Goscinny a décidé de souligner ce triste anniversaire par un livre en forme de lettre touchante écrite à son père, mais également par une biographie plus qu'exhaustive qui vise à ramener au bon souvenir du présent les images et l'esprit de cette figure marquante de l'univers du 9^e art, crème de la crème des scénaristes.

Intitulée *René Goscinny. Mille et un visages* (IMAV éditions), la brique retrace le parcours sans faute, ou presque, de l'icône, depuis ses années d'école en France où il aiguisa son talent de raconteur d'histoires, jusqu'aux grands noms de la bande dessinée à qui il a donné vie, en passant par les

États-Unis où il a assis sa notoriété et affiné son style unique en partageant un studio de création avec Harvey Kurtzman, Will Elder, John Severin, les créateurs du magazine MAD. En gros.

Quatre cents caricatures et 93 dessinateurs nourrissent cet hommage sur papier. Albert Uderzo — forcément — complice ultime avec qui il a donné corps et humour au plus célèbre gaulois de la littérature jeunesse jusqu'à l'album *Le grand fossé*, est là. Tout comme Sempé, Morris, Tabary, Moebius, Jijé, pour ne citer qu'eux.

La commémoration du bédiéte s'inscrit en marge du renouveau d'Astérix piloté par les éditions Hachette, qui détiennent désormais 100% des droits sur le sympathique résistant et son fidèle compagnon, pas gros, mais juste un peu enrobé. Hasard des



ARCHIVES AGENCE FRANCE-PRESSE

Photo datée de 1971 des dessinateurs René Goscinny (à gauche) et Albert Uderzo posant avec une affichette d'Astérix le Gaulois à Megève. René Goscinny, le père d'Astérix, de Lucky Luke, d'Iznogoud, d'Oumpahapah et du Petit Nicolas, est mort d'une crise cardiaque il y a 35 ans, le 5 novembre 1977, à l'âge de 51 ans.

chiffres, un 35^e album est en cours de réalisation, dessiné cette fois par Didier Conrad et non plus par Uderzo, qui à 85 ans, a décidé de passer la main tout en s'assurant, contrairement à Tintin, que son personnage lui survive.

Comme il le fait depuis 35 ans maintenant, Astérix va

également continuer à survivre à René Goscinny, même si en perdant son scénariste un jour de novembre 1977, assurent les puristes, l'attachant personnage a également perdu sa richesse, sa profondeur, sa subtilité et du coup, son âme.

Le Devoir

Grand Prix du livre de Montréal

Les noms des cinq finalistes du Grand Prix du livre de Montréal 2012 sont désormais connus. Il s'agit de Marie-Claire Blais (*Le jeune homme sans avenir*, chez Boréal), de Normand de Bellefeuille (*Mon bruit*, aux éditions du Noroît), de Marcel Labine (*Le tombeau où nous courons*, aux Herbes rouges), d'Éric Plamondon (*Mayonnaise*, chez Le Quartanier) et de Rober Racine (*Les vautours de Barcelone*, chez Boréal). Le nom du lauréat ou de la lauréate 2012 sera dévoilé le 12 novembre à l'hôtel de ville de Montréal.

Le Devoir

Les gagnants du FCIAT

Le Festival du cinéma international en Abitibi-Témiscamingue a dévoilé les lauréats de sa 31^e édition. La comédie *Le prénom*, adaptée d'une pièce à succès par ses auteurs, s'est vue décerner le Grand Prix du public Hydro-Québec. Du côté des courts métrages, le film *Curfew* est reparti avec le prix Télébec. Le Prix animé RNC Média est allé au long métrage *Ernest et Célestine*, tandis que la bourse Relève Desjardins, destinée aux étudiants en cinéma, a été remise à *Lutherie sauvage*. Gagnant de la même distinction pour *La donation*, Bernard Emond a de nouveau remporté le Prix œcuménique communications et société, cette fois pour *Tout ce que tu possèdes*, présenté en primeur.

Le Devoir

Distribution de génie

C'est finalement Colin Firth (*A Single Man*, *The King's Speech*) qui donnera la réplique à Michael Fassbender (*Shame*, *Prometheus*) dans le film *Genius*, de Michael Grandage. Drame biographique, *Genius* relate l'amitié profonde qui unit l'écrivain Thomas Wolfe (Fassbender) et l'éditeur Max Perkins (Firth), un rôle initialement écrit pour Sean Penn. Outre Wolfe, Perkins fut l'éditeur d'Ernest Hemingway et de F. Scott Fitzgerald. John Logan, un scénariste très en vue (*Gladiator*, *Hugo*), signe l'adaptation du roman d'A. Scott Berg *Max Perkins: éditeur de génie*.

Le Devoir

Des honneurs pour René Rozon à l'Université d'Ottawa

Le fondateur et directeur général du Festival international du film sur l'art (FIFA), René Rozon, était honoré jeudi par l'Université d'Ottawa, son *alma mater*. Il recevait pour l'ensemble de son œuvre le prix de reconnaissance des diplômés de la Faculté des sciences sociales. Il avait reçu là-bas son diplôme en 1962, au Département des sciences politiques. René Rozon a étudié ensuite l'art et le cinéma à l'Université de Montréal avant de fonder le FIFA il y a 30 ans.

Le Devoir

Leçon de cinéma à l'OCQ

Le mardi 6 novembre à 17 h, le professeur et cinéaste Olivier Asselin (*Un capitalisme sentimental*) recevra le scénariste Martin Girard dans le cadre de la série Les leçons de cinéma, une initiative de l'Observatoire du cinéma au Québec et de la Faculté des arts et des sciences de l'Université de Montréal. Ancien critique de cinéma au journal *Voir* ainsi qu'à l'agence Mediafilm, Martin Girard a notamment écrit les scénarios des longs métrages *Le secret de ma mère* et *Angle mort*. À la suite des nombreux changements apportés sans son consentement à ce dernier scénario, M. Girard exigea et obtint que son nom soit retiré du générique dans la foulée de la sortie catastrophique du film. Au local C-1017-02 du pavillon Lionel-Groulx (3150, rue Jean-Brillant, à Montréal).

Le Devoir

UN PRÉSENT POUR LE FUTUR

PORTES OUVERTES COLLÉGIAL

Mercredi 7 novembre de 16 h à 20 h
(entrée sur Decelles)

Une occasion de découvrir un milieu collégial unique situé en plein cœur d'un quartier universitaire animé.

Le collégial Brébeuf, un environnement exceptionnel au cœur du quartier universitaire!
Le premier collège à offrir le Diplôme du Baccalauréat International, 28 années de savoir faire!
Le premier collège de la région de Montréal pour l'entrée en facultés universitaires contingentes!

LES PROGRAMMES OFFERTS AU COLLÉGIAL

Le Collège Jean-de-Brébeuf est un collège préuniversitaire.

<p>BACCALAURÉAT INTERNATIONAL</p> <ul style="list-style-type: none"> ▶ Sciences de la nature • Sciences de la santé • Sciences pures et appliquées <p>▶ Sciences humaines</p> <ul style="list-style-type: none"> • Économie • Histoire • Psychologie • Commerce et gestion • Langues 	<p>DIPLÔME D'ÉTUDES COLLÉGIALES</p> <ul style="list-style-type: none"> ▶ Arts et lettres • Arts visuels, design et communications • Lettres, théâtre et communications • Création multimédia et communications • Langues moderne et communications <p>▶ Sciences de la nature</p> <ul style="list-style-type: none"> • Sciences de la santé • Sciences de la santé avec portable • Sciences pures et appliquées • Sciences pures et appliquées avec portable 	<ul style="list-style-type: none"> ▶ Sciences humaines ou de l'administration • Études internationales • Individu, culture et société • Administration <p>▶ Sciences, lettres et arts</p> <ul style="list-style-type: none"> • Programme préparant à la quasi-totalité des programmes universitaires
---	--	---

TROIS PROGRAMMES EN ASSOCIATION AVEC L'ÉCOLE DE MUSIQUE VINCENT-D'INDY

Téléphone : 514 342-9342, poste 5355 | Université-de-Montréal | Côte-des-Neiges

Collège Jean-de-Brébeuf
3200, chemin de la Côte-Sainte-Catherine
Montréal (Québec) H3T 1C1
www.brebeuf.qc.ca

LES GRANDES CONFÉRENCES DU CENTRE ST-PIERRE

MARIE-LISE LABONTÉ EXISTE-T-IL UNE DIFFÉRENCE ENTRE SE SOIGNER ET SE GUÉRIR?

Qu'est-ce qui fait que quelqu'un se soigne et n'arrive pas à se guérir, alors qu'une autre personne y parvient? Quels sont les facteurs qui y contribuent, qui nuisent? Cette conférence permet d'approfondir les fondements de la personnalité et le processus d'individualisation, de mieux comprendre l'adoption de comportements autodestructeurs et les clés pour les désamorcer.

Mardi 13 novembre 2012, 19 h

D' SERGE MARQUIS L'ART DE LA RECONNAISSANCE...

Depuis sa naissance, un être humain qui a grandi dans une famille saine a vu ses faits et gestes reconnus. Il a forgé son identité à travers la reconnaissance. Les milieux de travail contemporains semblent trop ignorer ces faits et négligent l'impact du regard porté sur l'utilité et la beauté du travail de l'autre, des autres. La reconnaissance constitue un facteur de protection puissant contre les méfaits d'une tension psychique trop élevée, trop longtemps.

Mercredi 28 novembre 2012, 19 h

Coût : 20 \$ | Payables au moment de l'inscription. Ces frais sont non remboursables, sauf en cas d'annulation par le Centre.

1212, rue Panet, Montréal (Québec) • 514.524.3561 POSTE 600 • www.centrestpierre.org

CULTURE



Au collège de Rosemont le 14 juin dernier, un étudiant demande la paix face à un policier. Photographie de Jacques Nadeau

Portrait du musicien Antoine Gratton par le photographe Jacques Grenier

La photo de presse libérée du quotidien

L'œil du *Devoir* s'expose, deux fois plutôt qu'une

LOUISE-MAUDE RIOUX SOUCY

D'un clic, le photojournaliste peut résumer l'essentiel d'une nouvelle: la fougue d'une foule, la déchéance d'un fonctionnaire corrompu, la lâcheté d'un politicien. Ce travail de l'instant gagne parfois à se libérer des chaînes du quotidien comme le propose ce mois-ci l'incontournable Zoom Photo Festival Saguenay (ZPFS) ou, plus modestement, la Société pour la promotion d'événements culturels du Haut-Richelieu inc. (SPEC).

Dans un cas comme dans l'autre, l'œil du *Devoir* n'est jamais loin. Le photojournaliste du *Devoir* Jacques Nadeau inaugurerait vendredi son exposition *Carré rouge* au hangar de la

Zone portuaire de Chicoutimi. Dimanche, ce sera au tour de Jacques Grenier, nouvellement retraité après plus de trois décennies de photo-reportage au *Devoir*, de proposer sa rétrospective, à Saint-Jean-sur-Richelieu.

À Chicoutimi, où le 3^e Zoom Photo bat son plein jusqu'au 25 novembre, l'actualité se décline en une vingtaine d'expositions qui couvrent les quatre coins du globe. Les bijoux des grosses machines comme celles du *National Geographic* ou du *Paris Match* y côtoient les sélections plus personnelles comme celles de l'Agence Stock Photo, de Bernard Brault ou de Jacques Nadeau.

Habitué de la grande rencontre internationale de photojournalisme, le photographe du *Devoir* y présente une sélection de ses

meilleures photos du printemps érable dont il a aussi tiré un livre: *Carré rouge. Le ras-le-bol du Québec en 153 photos*. Au plus fort de la grève étudiante, le photojournaliste a battu quotidiennement le pavé sans faiblir. Son credo: «le plus près possible», lui a d'ailleurs valu d'être poivré, gazé et bousculé à répétition.

L'urgence

C'est le risque du métier, qui en est d'abord un «de l'urgence», explique son ancien collègue, Jacques Grenier. Jusqu'au 14 janvier 2013, l'Espace Desjardins du Théâtre des deux rives, à Saint-Jean-sur-Richelieu, présentera une soixantaine de clichés qui résument l'éclectisme de la couverture du photo-

journaliste, une sélection formée de «coups de cœur personnels», dont certains remontent jusqu'aux années 1970.

Son cliché préféré date de janvier 1999, quand la toile du toit du Stade olympique a cédé. «Il était tard, j'étais pressé. J'ai changé ma lentille et c'est là que la neige s'est mise à tomber à travers la déchirure», raconte le retraité dont l'appareil photo demeure un allié quotidien. «Je le sors aussi souvent que je le peux.» Si le rythme et les sujets ont changé, les réflexes et les principes, eux, ne sont jamais loin. «J'ai toujours accordé beaucoup d'importance à la géométrie. C'était ma matière forte au collège!»

Le Devoir

Le collégial privé de l'ouest de l'île vous invite à ses

PORTES OUVERTES

le 14 novembre de 18h à 21h

► Admission sur place

Programmes Sciences de la nature et Sciences humaines • Cours en français et en anglais • Active Learning Classrooms • Expérience internationale • Stage de fin d'études • Environnement hautement technologique • Résidence étudiante



COLLÉGIAL INTERNATIONAL

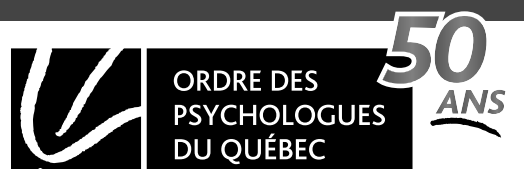
 **Sainte-Anne**

depuis 1861

collegial.csadl.ca

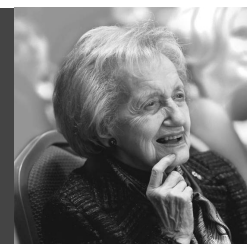


ISO 14001



Félicitations !

C'est lors de la grande soirée du 50^e anniversaire de l'Ordre des psychologues du Québec, tenue le 26 octobre dernier à Montréal, qu'ont été honorés quatre psychologues émérites et un organisme œuvrant pour le bien-être psychologique de la population. La présidente de l'Ordre, Mme Rose-Marie Charest a procédé à la remise des prix en soulignant leur contribution exceptionnelle à la profession de psychologue et à la société québécoise.



Dre Brenda Milner,
psychologue

Prix Hommage du 50^e anniversaire

La D^{re} Brenda Milner poursuit, depuis plus de 50 ans, une remarquable carrière internationale. Elle a travaillé avec les plus grands chercheurs et son apport considérable à la naissance et au développement de la neuropsychologie font d'elle une pionnière et une psychologue d'exception. Reçue Compagnon de l'Ordre du Canada et Grande Officière de l'Ordre national du Québec, la D^{re} Milner est la récipiendaire de nombreux prix reconnaissant ses travaux sur la mémoire et son extraordinaire contribution à la psychologie dont le prestigieux prix Balzan doté d'une bourse d'un million de dollars pour la poursuite de ses recherches.



Dr Luc Granger,
psychologue

Le Prix Noël-Mailloux

Tout au long de sa carrière, le Dr Luc Granger s'est illustré tant au plan professionnel qu'universitaire. Professeur émérite, chercheur, directeur du département de psychologie et vice-doyen à l'Université de Montréal, il a non seulement largement contribué au développement scientifique de la psychologie, mais également à l'essor et au rayonnement de la profession. Pendant plus de 30 ans, le Dr Granger a été impliqué dans la gestion des organisations chapeautant la psychologie au Québec et au Canada. Il a notamment présidé l'Ordre des psychologues, la Société canadienne de psychologie et le Répertoire canadien des psychologues offrant des services de santé.



Dr Conrad Lecomte,
psychologue

Le Prix Noël-Mailloux

Psychologue depuis plus de 45 ans, le Dr Conrad Lecomte est le pionnier québécois dans le domaine de la formation et de la supervision en psychothérapie. Ses travaux sur les différentes approches psychothérapeutiques et leur efficacité ainsi que son implication dans le développement des compétences du psychologue ont fait de lui un enseignant, un chercheur, un superviseur et un formateur hors-pair. Au-delà de ses réalisations en recherche et de son rayonnement international, le Dr Lecomte a su transmettre sa passion pour la psychologie à toute une génération de psychologues.



Dre Marcelle Farahian,
psychologue

Le Prix du Mérite du Conseil interprofessionnel du Québec (CIQ)

La D^{re} Farahian a contribué de manière significative à la mission de protection du public de l'Ordre. Son engagement pour la qualité de la pratique l'a menée à travailler à l'enrichissement des processus d'inspection professionnelle.



Mmes Denise Landry
et Gisèle Ammara

Fondation de la Visite

Le Prix de la santé et du bien-être psychologique

Depuis 25 ans, la Fondation de la Visite intervient auprès des femmes enceintes et des parents de nouveau-nés dans les quartiers défavorisés de Montréal. L'Ordre a souligné l'apport important de la Fondation au développement de

la santé mentale des enfants et de leur famille. Sur la photo figurent la directrice générale de la Fondation, M^{me} Denise Landry, et M^{me} Gisèle Ammara, psychologue engagée auprès de la Fondation.

ACTUALITÉS

SANS-ABRI

SUIITE DE LA PAGE 1

son cas, le malheur a frappé deux fois, le laissant sans toit et sans ressources, l'obligeant à aller grossir, temporairement, les rangs des itinérants.

Réjean Genest n'est pas du genre à chercher le feu des projecteurs. Il a récemment révélé des bribes de son passé au journal *GranbyExpress*. Il a accepté d'en parler au *Devoir*. « Mais sur ce sujet, c'est la dernière entrevue que je donne. Après, on passe à autre chose », prévient-il.

Sur une autre planète

Réjean Genest s'est retrouvé à la rue une première fois à la suite d'une séparation douloureuse, vers 1983, alors qu'il vit à Montréal. Mais il n'en garde que des souvenirs confus, incapable de préciser combien

de temps a duré sa vie d'itinérant. « C'était tellement la jungle. C'est comme si j'avais des blocages et que je ne voulais pas me souvenir », dit-il.

L'histoire se répète dix ans plus tard, à Granby cette fois. Nouvelle rupture amoureuse. Le choc est immense. « J'avais l'impression que j'étais sur une autre planète ou dans un autre pays, une autre ville. Les gens parlaient et je ne les comprenais pas. J'étais complètement perdu, relate-t-il. J'avais réussi à récupérer ma voiture, mais vu que je n'avais pas d'argent, je ne pouvais pas mettre d'essence. »

N'ayant plus accès à ses outils — il est horticulteur —, il ne peut travailler. Il dort parfois dans sa voiture. D'autres fois sous une galerie ou dans un cabanon, au fond d'une cour. « Je dormais sur des sacs verts et je m'abritais avec un autre. J'ai été chanceux que ce soit arrivé pendant l'été », dit-il.

L'instinct de survie et la néces-

sité de parer au plus pressant le ramènent à la réalité et l'aident à dissiper ses idées noires. « Il y a le moment présent qui nous rattrape : je vais manger quoi aujourd'hui ? Je vais dormir où ? [...] Quand tu es occupé à ça, tu ne t'occupes pas de ta déprime. Ton projet immédiat, c'est ça. »

Il trouve de l'aide à la maison du Passant, refuge pour hommes en difficulté de Granby, et au Partage Notre-Dame, qui offre des repas à prix modique. Il se mêle aux itinérants qu'il croise tous les jours. « Même là-dedans, c'est la jungle. J'ai trouvé du monde sympathique. Je me suis fait avoir à quelques reprises. Mais j'ai découvert que c'est simplement ça, la vie. »

Les mois passent et il finira par s'en sortir, par se « raplomber », comme il dit. Avec le recul, Réjean Genest se fait philosophe. « On est dans la merde. On peut s'en sortir. Mais en arrière de ça, il y a la dépression. Il

faut laisser le temps faire son travail. Beaucoup d'hommes d'affaires ont vécu des situations semblables. Il n'y a pas une personne au monde qui est à l'abri de ça. »

Empathie

Réjean Genest est devenu député le 2 mai 2011 dans la foulée de la vague orange qui a balayé le Québec. « Tout est possible. Je n'ai jamais pensé que je deviendrais député. Je me dis régulièrement : on ne sait pas ce que la vie nous réserve. C'est la conséquence de nos choix qui fait en sorte que notre situation s'améliore. »

Si ces épisodes d'itinérance sont derrière lui, Réjean Genest n'a jamais oublié le sort de ses anciens compagnons d'infortune. « Quand je vais à Montréal et que je les vois au coin de la rue avec leur gobelet de café, ça me bouleverse tout le temps. Ce sont des situations très difficiles, dit-il. À Montréal, j'ai toujours de la monnaie qui traîne sur le

dash. Je me dis : je paye ma taxe. Je n'ai pas à juger de la personne et elle fait [de l'argent que je lui donne] ce qu'elle veut. »

Il se désole du peu d'attention qui est accordée aux itinérants. « Dans une société riche comme la nôtre, comment se fait-il qu'on ne prenne pas plus soin de ces gens-là ? »

Les activités de solidarité et de sensibilisation comme la Nuit des sans-abri sont louables, mais c'est loin d'être suffisant, selon lui. « Il y a un gros tapage médiatique, mais le reste de l'année, qu'est-ce qu'on fait pour les itinérants ? », demande-t-il.

Maintenant député, il songe à faire des itinérants et des laissés-pour-compte l'une des priorités de son engagement politique : « J'ai de la difficulté avec le « pavanage ». On n'a pas de mérite à donner un chèque de 100 \$. Je veux plutôt aider une cause à long terme. »

Le Devoir

CATANIA

SUIITE DE LA PAGE 1

voulait des grues dans le ciel de Montréal. A mots couverts, il a parlé du 1420, rue Mont-Royal [l'adresse de l'immeuble]. Mais je n'ai pas vu ça comme une intervention politique », a raconté M. Tétrault.

« M. Tremblay voulait du développement, et la provenance des investissements lui importait peu », a affirmé une personne qui a suivi le dossier, mais qui ne souhaite pas être identifiée. Selon cette source, le travail du CPM aurait été quelque peu « manipulé ».

Sur la défensive, le maire Gerald Tremblay s'est défendu d'avoir favorisé d'une façon ou d'une autre la candidature de Catania. Le recteur Breton abonde dans ce sens. « M. le maire n'est pas un agent d'immeubles », a-t-il dit.

Vraisemblablement inquiet, le maire Tremblay s'est entretenu avec *Le Devoir* une première fois la semaine dernière. Puis, deux jours plus tard, il a insisté pour se déplacer à la rédaction du journal pour venir porter les procès-verbaux du CPM. En novembre 2008, sa visite « impromptue » y est notée.

Quoi qu'il en soit, il est formel : « Jamais je n'ai fait la promotion de M. Catania. Jamais je ne suis intervenu. »

La promesse d'achat signée par le groupe Frank Catania, société apparentée à Construction F. Catania, remonte à 2008 et permettait dès lors que l'ancien couvent soit transformé en condos de luxe. Cela faisait suite à une explosion de l'estimation des coûts de rénovation.

À l'origine, l'UdeM avait prévu devoir investir environ 54 millions. De façon concomitante, l'institution venait d'essayer un revers important. Le gouvernement du Québec annonçait, après de nombreux tiraillements publics et dans les coulisses politiques, qu'il construirait le CHUM au centre-ville plutôt que dans l'ancienne gare de triage d'Outremont, comme le souhaitait l'UdeM. Mais le gouvernement allait permettre à l'UdeM d'acquiescer l'immense terrain pour y projeter le développement d'un nouveau campus. L'idée était toutefois devenue incompatible avec la rénovation de l'ancien couvent, comme l'ont indiqué au *Devoir* différentes sources bien au fait du dossier.

C'est à cette époque que l'UdeM embaucha un nouveau vice-recteur à l'administration et aux finances, Claude Léger. Ce dernier était jusque-là directeur général de Longueuil. Neuf mois plus tard, il deviendra directeur général de la Ville de Montréal. Il sera remercié de ses services dans la foulée du scandale des compteurs d'eau.

C'est pendant le court passage de M. Léger à l'UdeM que le dossier de l'ancien couvent a connu une nouvelle orientation justifiée par une augmentation des coûts de rénovation atteignant 150 millions.

La vente n'est toutefois pas encore conclue. Les choses stagnent notamment à cause de la bataille menée par un groupe de citoyens convaincus de la valeur patrimoniale de l'édifice et, surtout, de sa vente illégale à Catania. Une demande d'injonction a été déposée en août dernier. D'ici à ce que la cause soit entendue, la promesse d'achat arrivera à échéance, c'est-à-dire en décembre prochain.

Construction F. Catania et quatre de ses dirigeants, dont le président Paolo Catania, ont beau être accusés de fraude dans le scandale immobilier du Faubourg Contrecoeur, être pointés jour après jour à la commission Charbonneau pour leurs présumés liens avec la mafia, leurs activités alléguées de collusion et leur supposée distribution de pots-de-vin, l'UdeM entend maintenir ses relations d'affaires avec l'entreprise pour le développement de condos de luxe.

Le Devoir

Le Devoir

Des lecteurs plus nombreux

La diffusion du *Devoir* en croissance de 6 %

Le Devoir apparaît être une autre fois le journal à contre-courant dans le marché de la presse quotidienne au Québec, comme au Canada. Alors que la plupart des journaux quotidiens connaissent presque tous des baisses de leur diffusion, dans certains cas très marquées, celle du *Devoir* est en hausse de plus de 6 %, cela tant pour ses éditions de semaine que de fin de semaine.

L'Audit Bureau de Circulation (ABC) fait état pour le semestre terminé le 30 septembre dernier d'une diffusion totale de 51 648 exemplaires pour l'édition du samedi de notre quotidien, soit une augmentation de 6,2 % comparativement à la même période en 2011. La diffusion des éditions de semaine atteint pour sa part 32 115 exemplaires, en hausse de

6,4 %. Les augmentations constatées valent tant pour les abonnements en version papier et en version électronique que pour les ventes en kiosque, toutes à prix courant.

Ces 12 dernières années, la diffusion de l'édition du samedi a été en progression continue. Elle était de 39 000 exemplaires en 2000. Cela représente un bond de 32 %. En semaine, les augmentations ont été constantes ces cinq dernières années. On peut voir là une confirmation de la capacité du *Devoir* à recruter et à s'attacher de nouveaux lecteurs.

Augmentation de la diffusion et du nombre d'exemplaires vendus veut dire par ailleurs augmentation du nombre de lecteurs. La dernière étude du Print Measurement Bureau,

qui prend la mesure du nombre de lecteurs par le biais de sondages annuels, fait état dans son rapport publié au début du mois d'un nombre total de 415 000 lecteurs par semaine, en augmentation de 13 % par rapport à l'année précédente et de 30 % par rapport à 2010.

Les autres quotidiens québécois ont tous connu au cours du semestre terminé le 30 septembre des diminutions variables de leur diffusion, exception faite de *La Presse*, qui enregistre une augmentation de 4,6 % pour son édition de semaine. Son édition du samedi a toutefois connu une baisse de 1,4 %. Sa diffusion est de 260 556 exemplaires. Ses ventes à prix courant, en semaine comme en fin de semaine, sont toutefois en baisse.

Le quotidien *The Gazette* est celui qui a subi les plus fortes baisses de diffusion, soit 12 %. Sa diffusion en semaine est de 102 354 exemplaires et de 116 684 le samedi. *Le Soleil* de Québec a perdu 4,6 % de sa diffusion le samedi et *La Tribune* de Sherbrooke, 4 % la semaine. Notons que la diffusion des quotidiens de Québec n'est pas mesurée par l'ABC.

Au Canada anglais, *The Globe and Mail* voit sa diffusion chuter de 7,5 % en semaine et de 5,6 % le samedi, tandis que celle du *National Post* augmente légèrement en semaine.



ANNIK MH DE CARUFFEL

PAYS

SUIITE DE LA PAGE 1

Au début de la semaine, les deux candidats à la présidence ont interrompu leur campagne pour se préoccuper des victimes de l'ouragan *Sandy*, une trêve qui a bien servi le président Obama. Ce dernier a en effet reçu les félicitations du gouverneur démocrate du New Jersey, Chris Christie, dont l'inimitié avec Mitt Romney est connue. Michael Bloomberg, le maire indépendant de New York, est allé plus loin, annonçant qu'il allait voter pour Barack Obama. Le premier magistrat de la Grosse Pomme adhérerait au GOP, le parti de Mitt Romney, il n'y a pas si longtemps.

« Les Américains jugent leur président par leur gestion des crises », fait remarquer Robert Asselin, directeur adjoint de l'École supérieure d'affaires publiques et internationales de l'Université d'Ottawa. On se souviendra que George W. Bush avait essuyé de sévères critiques pour sa passivité lors du passage de *Katrina* à La Nouvelle-Orléans en 2005. Fraîchement nommé pour ses affiliations partisanes, le directeur de

la FEMA, l'agence fédérale qui assure les services d'urgence lors des catastrophes, avait dû démissionner dans la disgrâce.

Après avoir oscillé pendant une bonne partie de la campagne, les sondages donnent de plus en plus Barack Obama gagnant. Le coup de sonde administré par la maison Ipsos pour le compte de l'agence de presse Reuters cette semaine lui accorde une avance d'un seul point sur son adversaire (47-46), en fait l'égalité si l'on tient compte de la marge d'erreur.

Ce qui est le plus encourageant pour le camp du président, c'est le fait que la plupart des sondages récents lui accordent une avance, faible, il est vrai, dans la douzaine d'États clés où les deux candidats mènent une guerre de tranchées. C'est notamment le cas dans l'Ohio, qui constitue non seulement un « swing state », mais aussi un « baromètre », puisqu'il a misé sur le bon candidat à la présidence à chaque élection depuis celle de 1964. Les démocrates semblent y bénéficier du rebond dans le secteur de l'automobile sauvé de la faillite, comme on sait, par le gouvernement de Barack Obama.

Plus de 20 millions d'Américains ont voté par anticipation. Cette tranche de l'électorat

semble assez fortement acquise au président sortant, selon les diverses estimations.

Collège électoral

Le président des États-Unis n'est pas élu au suffrage universel, mais bien par un collège électoral dont les membres représentent les 50 États de l'Union et le District de Columbia. Sauf exception, chaque grand électeur est tenu de voter pour le candidat à la présidence qui a obtenu le plus grand nombre de suffrages dans son État, ce qui explique l'importance des fameux « swing states », que les deux candidats ont pris d'assaut dès la fin de leur trêve météorologique.

Selon un décompte fait par le *New York Times*, Barack Obama est plus ou moins assuré du vote de 243 des 538 grands électeurs. Il lui en faut 27 de plus pour être déclaré vainqueur. Romney, crédité de l'appui de 206 grands électeurs, est en déficit de 64 voix, selon cette même analyse.

« Les choses s'annoncent bien pour Barack Obama et c'est en grande partie à cause de la présence de candidats extrémistes du Tea Party du côté républicain », observe Larry Hufford, professeur de sciences politiques à l'Université St. Mary's

à San Antonio, au Texas. *Les démocrates devraient garder le contrôle du Sénat, mais ils ne feront pas assez de gains pour reconquérir la Chambre des représentants.* »

Un tiers des 100 sièges de la chambre haute sont en jeu cette année. 21 des 33 sénateurs sortants sont des démocrates. Le risque, pour le parti présidentiel, c'est que la grogne se retourne contre les sortants. Des luttes très serrées se déroulent dans des États qui ne sont pas tous des « swing states ». Parmi ces États à surveiller : le Dakota du Nord (qui vit un boom pétrolier), le Connecticut, le Wisconsin (scène d'un bras de fer épique entre le gouverneur républicain et les syndicats), l'Indiana et le Missouri (où le candidat républicain vient d'affirmer qu'une femme victime d'un « véritable viol » ne peut pas devenir enceinte).

Tous les 435 sièges de la Chambre des représentants sont à pourvoir. Même si une vague démocrate permet à Barack Obama d'être réélu, comme c'est prévu, rien n'assure que les candidats de ce parti à la Chambre basse en bénéficieront pleinement. Cela s'explique tant par l'importance des enjeux locaux que par le fait que des candidats radicaux ont

des chances d'y être élus, alors que la bataille pour la Maison-Blanche se fait obligatoirement entre candidats « centristes ».

Le « gros argent »

Les élections de cet automne sont les plus coûteuses de l'histoire. Tous paliers confondus, plus de six milliards auront été dépensés par les candidats d'ici mardi. Cette orgie de dépenses est rendue possible par un jugement récent de la Cour suprême, qui permet aux comités d'action politique (PAC) de recueillir autant de fonds qu'ils le souhaitent et de les utiliser à leur guise. Ces entités faussement apolitiques ont recueilli et dépensé près d'un milliard cette année, surtout pour diffuser des publicités négatives sur les candidats.

L'omniprésence du « gros argent » devient le trait dominant de la campagne électorale de 2012. « Je crains que les présentes élections ne servent de modèle pour celles qui auront lieu à l'avenir », déplore Larry Hufford. *Le système est détraqué. La durée des campagnes électorales est une incitation à recueillir et à dépenser toujours plus de fonds, qui pourraient aller à la création d'emplois.*

Le Devoir

Le Devoir

LE DEVOIR

Les bureaux du Devoir sont situés au 2050, rue De Bleury, 9^e étage, Montréal (Québec), H3A 3M9 ☎ Place-des-Arts Ils sont ouverts du lundi au vendredi de 8h30 à 17h Renseignements et administration : 514 985-3333



Le Devoir sur ledevoir.com



sur Facebook et sur Twitter

La rédaction

Au téléphone 514 985-3333 / 418 643-1541
Par courriel redaction@ledevoir.com
Par télécopieur 514 985-3360

Publicité

Au téléphone 514 985-3399
Extérieur de Montréal (sans frais) 1 800 363-0305
Par télécopieur 514 985-3390

Avis publics et appels d'offres

Au téléphone 514 985-3344
Par courriel avisdev@ledevoir.com
Par télécopieur 514 985-3340

Petites annonces et publicité par regroupement

Au téléphone 514 985-3322
Par télécopieur 514 985-3340

Abonnements (lundi à vendredi, 7 h 30 à 16 h 30)

Au téléphone 514 985-3355
Extérieur de Montréal (sans frais) 1 800 463-7559
Par courriel abonnements@ledevoir.com
Par télécopieur 514 985-5967

Agenda culturel

Au téléphone 514 985-3346
Par télécopieur 514 985-3390